UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Analyse des incidences des dépenses publiques sur l'investissement et la croissance économique : cas du Burundi : de 1980 à 2003

Bizimana, Clément; Sous la direction de : Dr Yamurenye Tharcisse

2006
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1729

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES

ANALYSE DES INCIDENCES DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE: CAS DU BURUNDI : de 1980 à 2003.

Par

BIZIMANA Clément

Sous la Direction du :

Dr YAMUREMYE Tharcisse

Mémoire présenté et défendu publiquement en vue de l'obtention du grade de Licencié en Sciences Economiques et Administratives

Option : Economie Politique

BUJUMBURA, Décembre 2006

DEDICACE

A Dieu tout puissant ;

A notre regretté père qui ne goûta pas aux fruits de ses efforts ;

A notre courageuse mère ;

A nos frères et sœurs ;

A tous nos neveux et nièces ;

A tous nos fidèles amis ;

A tous ceux qui luttent pour la bonne gestion de la chose publique.

Nous dédions ce mémoire.

AVANT-PROPOS

Tout travail de recherche est une œuvre de longue haleine. Même s'il est à l'actif d'une seule personne, il est le fruit d'efforts collectifs.

Nos remerciements s'adressent plus particulièrement à Dieu le Tout puissant par son Amour, sa bonté et son attachement. Qu'il soit loué pour toujours.

Nous remercions également le Docteur Tharcisse YAMUREMYE, Directeur de ce mémoire et Professeur à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives qui, malgré ses multiples obligations, a accepté de diriger nos premiers pas de recherche. Son expérience dans le domaine de la recherche, ses remarques pertinentes et ses conseils nous ont été d'une grande utilité. Qu'il trouve ici nos sentiments de gratitude.

Evidemment, il serait ingrat de notre part, de ne pas assumer l'entière responsabilité d'éventuelles erreurs qui auraient échappé à notre attention.

Nous tenons à remercier Messieurs NIYONDIKO Dominique et NDORICIMPA Arcade respectivement président et membre du Jury qui ont voulu consacrer leur précieux temps à lire ce mémoire et à faire partie du Jury d'évaluation. Qu'ils trouvent ici, eux aussi, notre profonde gratitude.

Nous devons également une dette de reconnaissance à tous nos anciens éducateurs depuis l'école primaire jusqu'à l'Université du Burundi plus spécialement aux Professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et Administratives pour la formation tant morale qu'intellectuelle qu'ils ont dispensée.

Nous remercions également Monsieur KIGANAHE René pour tous les efforts qu'il a consentis du début jusqu'à la fin de la réalisation de ce travail.

Aux Messieurs NTUKAMAZINA Fidèle et BIZIMANA Alexis, de part leur encouragement, leur soutien tant moral que matériel, considèrent ce travail comme le couronnement de leurs efforts.

A tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail, nous disons **« GRAND MERCI »**.

BIZIMANA Clément.

Sigles et abréviations

A.D.F	: Augmented DICKEY-FULLER
B.E.I	: Budget Extraordinaire et d'Investissement
B.M	: Banque Mondiale
B.O	: Budget Ordinaire
B.R.B	: Banque de la République du Burundi
Chap.	: Chapitre
FBU	: Francs burundais
FMI	: Fonds Monétaire International
FSEA	: Faculté des Sciences Economiques et Administratives
IDEC	: Institut de Développement Economique du Burundi
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MBIF	: Millions de Burundian insurance francs (millions de francs Burundais)
N°	: Numéro
OCDE	: Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
Op.cit	: Operato citato (ouvrage déjà cité)
P	: Page
PAS	: Programme d'Ajustement Structurel
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMA	: Pays moins avancés
PNB	: Produit National Brut
PP	: Philipps et Perron
PVD	: Pays en voie de développement
UB	: Université du Burundi

Liste des tableaux

Page

Tableau n°1 : Comparaison des dépenses du BO et du BEI de 1980 à 2003 (en millions de FBU).....37

Tableau n°2 : Evolution des investissements bruts par agent de 1980 à 2003 (en millions de FBU).....41

Tableau n°3 : Résultats des tests de stationnarité 52

Tableau n°4 : Résultats des tests de causalité entre les dépenses publiques et les variables de la première régression 54

Tableau n°5 : Evolution du PIB_{90} de 1980 à 2003 (en millions de FBU).....59

Tableau n°6 : Evolution des dépenses publiques et du PIBpm de 1980 à 2003 (en millions de FBU).....61

Tableau n°7 : Evolution du service de la dette publique et du PIB de 1980 à 2003 (en millions de FBU ; en terme réel).....69

Tableau n°8 : Evolution du déficit budgétaire global de 1980 à 2003 (en millions de FBU).....72

Tableau n°9 : Résultats des tests de stationnarité des séries
a) en niveau.....75
b) en différences premières.....76

Tableau n°10 : Résultats des tests de causalité entre le PIB et les variables de la deuxième régression.....77

Liste des graphiques

Page

Graphique n°1 : Modèle IS-LM avec augmentation des dépenses publiques....11

Graphique n°2 : Une hausse des dépenses publiques à l'équilibre keynésien..12

Graphique n°3 : Evolution des investissements bruts par agent.....42

Graphique n°4 : Evolution des dépenses publiques et du PIBpm.....62

Graphique n°5 : Le multiplicateur des dépenses publiques 65

Graphique n°6 : Evolution du service de la dette publique et du PIB.....70

TABLE DES MATIERES

0. INTRODUCTION GENERALE.....1

1. Intérêt et motivation du choix du sujet.....1
2. Problématique.....2
3. Hypothèses de travail.....4
4. Méthodologie de travail.....4
5. Articulation du travail.....5
6. Délimitation du sujet.....6

CHAP I: APPROCHES THEORIQUES DES EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....7

SECTION I : Approches classique/néoclassique et keynésienne.....7

I.1. Approche classique /néoclassique.....8
I.2. Approche keynésienne.....10
I.3. Effet d'accroissement des dépenses publiques à travers le modèle IS-LM.....11

SECTION II : Incidence d'une variation des dépenses publiques et équilibre keynésien.....12

II.1. Politique budgétaire et multiplicateur des dépenses publiques.....12
II.2. Dépenses publiques dans le développement économique.....13
II.3. Les tendances lourdes de la dépense.....15
II.4. Les dépenses d'investissement.....16
II.4.1. Faut-il plus d'investissements publics ?.....17
II.4.2. Le multiplicateur des dépenses avec investissement en fonction du taux d'intérêt.....18

SECTION III : Implications des PAS dans la politique économique.....19

III.1. Définition et notion d'ajustement.....19
III.2. Les causes des PAS.....20
III.3. Les fondements théoriques des PAS.....23
III.3.1. Approche par la demande globale.....23
III.3.2. Approche monétaire de la balance des paiements.....24

Conclusion partielle.....26

CHAP II : EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LES INVESTISSEMENTS.....27

Section I : Rôle de l'Etat dans la vie économique.....28

I.1. Le concept d'Etat.....28
I.2. Les principales fonctions de l'Etat.....30
I.2.1. La fonction d'allocation de ressources.....30
I.2.2. La fonction de distribution.....31
I.2.3. La fonction de stabilisation.....32

Section II : Le poids de l'Etat dans l'économie burundaise.....33

II.1. L'expansion du secteur public.....34
II.2. Le budget de l'Etat.....35
II.3. Le rôle des investissements publics dans la production nationale.....38
II.4. La part de l'Etat dans le financement des investissements au Burundi.....40

Section III : Relation entre les dépenses publiques et l'investissement : une analyse empirique..... 43

III.1. Notion théorique sur la causalité.....44
III.1.1. Définition de la causalité.....44
III.1.2. Classification et caractérisation pour le cas de deux variables.....45
III.1.3. Démarche pour la conduite du test de la causalité au sens de GRANGER.....46
III.1.3.1. Test de stationnarité de DICKY-FULLER.....47
III.1.3.2. Test de stationnarité de Philipps et de Perron (PP-test).....48
III.1.3.3. Détermination du nombre de retards.....49
III.1.3.4. Tests d'hypothèses.....49
III.1.4. Présentation des données pour la première régression.....51
III.2. Analyse des résultats empiriques.....51
III.2.1. Analyse de la stationnarité des séries.....51
III.2.2. Analyse de la causalité.....53

Conclusion du chapitre.....56

CHAP III : LES EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE.....57

Section I: Les dépenses publiques et croissance économique.....57

I.1. Evolution de l'économie burundaise.....58
I.2. La part des dépenses publiques dans le PIBpm.....59

Section II : Croissance et fluctuations économiques.....63

II.1. Dilemme de l'accroissement des dépenses publiques..... ..63
II.2. Incidences d'une variation des achats publics sur le solde budgétaire.....64
II.3. Incidences d'une variation de la dépense sur l'impôt 65
II.4. Indicateurs de la charge des finances publiques.....67
II.4.1. Evolution du service de la dette publique.....68
II.4.2. Déficit budgétaire.....71

Section III : Analyse empirique de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique.....73

III.1. Les données utilisées pour la deuxième régression.....74
III.2. Résultats empiriques obtenus.....75
III.2.1. Résultats de la stationnarité des séries.....75
III.2.2. Les résultats de la causalité.....77

Conclusion du chapitre.....78

CONCLUSION GENERALE.....79

REFERENCES BIBLIOGRAHIQUES.....82

ANNEXES

INTRODUCTION GENERALE

1. Intérêt et motivation du choix du sujet

La gestion et l'allocation optimale des ressources économiques et financières sont des questions de fond qui touchent aussi bien les pays en voie de développement que les pays développés. Le Burundi n'échappe pas à cette réalité. Il est confronté à un problème sérieux d'allocation judicieuse de ses ressources entre les emplois alternatifs et concurrents.

Les pouvoirs publics jouent alors un rôle important dans l'activité économique. Ils sont appelés à cette fin à effectuer des dépenses, percevoir des impôts et des emprunts, à accumuler et à gérer une dette plus ou moins considérable.

Par ailleurs, les pouvoirs publics poursuivent, dans leur politique des dépenses et des recettes, une multiplicité d'objectifs. C'est ainsi que l'Etat exerce une pression sur le marché des biens et services. Cette pression se matérialise principalement par le pouvoir d'achat que l'Etat distribue aux ménages soit sous forme de revenu, soit sous forme de subvention à des administrations ou à des établissements publics.

Il apparaît clairement que, ces dernières années, les pays en voie de développement ont des ressources très limitées pour financer des programmes des dépenses publiques. Ce qui fait que pour pallier à cette insuffisance des ressources, les pouvoirs publics font recours à l'endettement extérieur qui est aujourd'hui un aspect permanent de la politique budgétaire de ces pays. Ces emprunts constituent une charge, un prélèvement d'impôts supplémentaires pour les générations à venir en raison du remboursement de la dette et des intérêts. Ils provoquent ainsi à long terme un accroissement des dépenses publiques.

L'accroissement des dépenses publiques a suscité beaucoup de questions ; certaines se comprennent mieux lorsqu'on est conscient de l'extraordinaire augmentation de l'importance relative à ces dépenses. A cet accroissement s'ajoute une très forte augmentation de l'importance gouvernementale sur le secteur privé. Cet état de choses ne peut pas nous laisser indifférent.

La connaissance quantitative et analytique de l'impact net des dépenses publiques sur des variables macroéconomiques constitue un préalable pour l'établissement d'un politique budgétaire adéquate.
En effet, sans une connaissance des réactions des agents, il est difficile de prévoir les conséquences de certaines décisions et d'établir des prévisions sur la demande et la production.

Dans l'adoption de la politique économique, l'Etat devrait a priori connaître les choix et les dépenses globales des consommateurs ; autrement dit la part du revenu consacré à la consommation.

2. Problématique

A une époque où la plupart des pays connaissent une crise économique sans précédent, bon nombre d'économistes entretiennent des points de vue divergents quant au rôle que doit jouer une politique budgétaire dans la croissance économique.

KEYNES, dans sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, a pu montrer la nécessité des dépenses publiques croissante pour suppléer l'insuffisance permanente de la demande globale due à la crise des années 30. L'influence de KEYNES a amené ses disciples à défendre une utilisation croissante des dépenses publiques.

Pour la nouvelle école classique à savoir les néoclassiques et les nouveaux classiques, les dépenses publiques doivent être limitées dans la mesure où l'investissement public évince l'investissement privé et conduit à la stagnation. Les tenants de cette thèse préconisent l'austérité budgétaire et le désengagement de l'Etat dans l'activité de production. Une dépense publique peu élevée évite que les massifs emprunts publics ne fassent monter les taux d'intérêt et n'évincent l'investissement.

Pour les économistes de l'offre (R. Mundell, ...), il faut pratiquer simultanément une politique d'aisance budgétaire pour stimuler la production et une restriction de la politique monétaire pour combattre l'inflation.

Selon les monétaristes, une stimulation budgétaire ou monétaire à court terme peut modifier la demande globale, le PIB et l'emploi mais qu'il n'est ni avisé ni souhaitable d'adopter de telles mesures.

CALVO (1985) montre que les dépenses publiques influencent la fonction de production privée en stimulant la productivité du capital en ce sens qu'elles créent les conditions favorables à la production (infrastructures économiques). De plus, les dépenses publiques améliorent le bien-être des consommateurs par le fait qu'elles ont un grand rôle dans la création des infrastructures sociales nécessaires.

ASCHAUER (1982) et STADLER (1990), pour leur part, avancent l'idée que l'augmentation de la dépense publique d'investissement, en stimulant la

rentabilité du capital privé, aurait un impact sur la production, supérieure à une hausse equivalente de la consommation publique.

BARRO (1990), en supposant que les dépenses publiques financent les biens publics purs, les trouve complémentaires des dépenses privées.

LANDAIS (1983), selon lui, il y a une corrélation négative entre le taux de croissance du revenu par tête et la part de la consommation publique dans le produit intérieur brut. Il conclut qu'une large intervention financière de l'Etat déprime la croissance du PIB par tête. Bien plus, il note que les dépenses publiques incluant les dépenses militaires et de l'éducation apparaissent comme réduisant la croissance économique.

Selon BARRO et KING (1990), pour générer l'effet des dépenses publiques sur la production, il faut faire jouer un rôle aux dépenses publiques sur la production privée. Ils montrent que si les préférences des individus sont séparables dans le temps, les dépenses futures n'ont d'effet que sur le taux d'intérêt mais pas sur le niveau d'activité.

De cet approfondissement de recherches, il semble apparaître une réhabilitation de l'action de l'Etat. En effet, tout développement économique est caractérisé par un accroissement du taux d'investissement.

Pour PEUMA IL, l'investissement est toute dépense de moyens financiers dans le but d'acquérir soit des biens d'équipement soit des marchandises, matière première ou matière de consommation ainsi toute prestation faite par le personnel et les tiers.

L'investissement est donc une nécessité indéniable pour tout homme aspirant sa promotion. A cet effet, il lui permettra d'avoir plus tard un revenu qu'il utilisera pour satisfaire ses besoins. Ainsi, il en va de même pour les nations ; celles-ci aspirant à la croissance économique.

Or, l'investissement est un élément clé de cette dernière ; il est situé au centre de la liaison entre le domaine réel de l'économie et le domaine financier. Mais les pays en voie de développement en général et le Burundi en particulier ne pouvant pas financer eux-mêmes la totalité des dépenses d'investissement doivent faire appel à des capitaux étrangers. De cet effet, l'endettement public extérieur est entré dans le processus de production et le développement économique.

Cependant, cet endettement est une arme à double tranchant car il vise deux objectifs conflictuels. Il permet au pays débiteur non seulement

d'augmenter ses ressources pour financer ses programmes de développement mais aussi les diminuer lors du remboursement de cette dette.

Néanmoins, toute mobilisation de fonds extérieurs affectés à des investissements productifs engendre un surcroît d'épargne dans l'économie. Les capitaux reçus viennent grossir l'épargne intérieure et dotent le pays bénéficiaire d'une plus grande capacité de financement. Il en résulte un relèvement du niveau des investissements dont l'ampleur est fonction de la masse de fonds mobilisés.

Le supplément d'investissement provoque ex-post un accroissement de l'épargne nationale. La question pertinente revient aux planificateurs auxquels incombe la tâche de définir les bonnes politiques d'utilisation des ressources financières selon les besoins et les secteurs de développement économique du pays.

Mais alors dans le cas concret de l'économie burundaise, est-ce que les dépenses gouvernementales sont-elles corrélativement liées à l'évolution des investissements ? Les dépenses publiques ont-elles favorisé ou favorisent-elles la croissance économique ?

Au cours de notre travail, nous allons chercher à répondre à ces deux questions que nous nous sommes posées.

3. Hypothèses de travail

H_1 : Il existe une relation de causalité entre les dépenses publiques et l'investissement public au Burundi.
H_2 : Les dépenses publiques causent la croissance économique au Burundi.

4. Méthodologie de travail

Pour mener à bon port notre travail, nous avons tenu à le circonscrire dans le temps et dans l'espace.

Ainsi, notre étude n'a porté que sur l'économie burundaise pour la période allant de 1980 à 2003. Notre analyse s'est faite en deux volets.

Le premier volet concerne une analyse théorique du phénomène économique de croissance et le second volet concerne une analyse statistique et empirique pour vérifier nos hypothèses de travail.

Dans l'analyse théorique, la recherche documentaire dans les bibliothèques de la FSEA, de la BRB, de l'IDEC et de l'ISTEEBU a été privilégiée pour le rapprochement des différents courants de pensée en rapport avec notre sujet.

Les données à utiliser sont des séries chronologiques des données annuelles couvrant la période retenue pour notre période d'étude c'est-à-dire 1980 à 2003. De telles données sont recueillies dans ces mêmes endroits ci-haut cités. Nous avons également consulté des documents et données auprès des différents Ministères susceptibles de nous donner des éclaircissements sur notre travail.

Dans l'analyse empirique, nous avons utilisé les tests de l'économétrie moderne pour la vérification de nos hypothèses. Nous avons fait le test de stationnarité des séries et les tests de causalité entre les variables. Cela nous a permis de vérifier nos hypothèses et en tirer des conclusions nécessaires.

5. Articulation du travail

Dans le souci de bien conduire notre analyse et donc de vérifier nos hypothèses de notre travail, celui-ci sera subdivisé en trois chapitres.

Le premier chapitre a porté sur les aspects théoriques des effets des dépenses publiques sur l'investissement et la croissance économique. En cela nous avons analysé les différentes conceptions selon les différents courants de pensée. Nous avons également analysé les implications de ces dépenses publiques dans les politiques économiques envisagées pour la vie du pays.

Le second chapitre relatif aux effets des dépenses publiques sur l'investissement donne une idée sur la relation qui existe entre l'évolution des dépenses publiques et les investissements au Burundi. A cet effet, nous avons souligné le rôle de l'Etat et sa part dans la promotion de l'activité économique. Comme le développement durable n'est pas éloigné du rôle de l'Etat dans la promotion de l'investissement, nous avons également montré sa part dans la politique d'investissement public.

De ce fait, nous avons fait une analyse empirique pour montrer les effets de ses interventions sur l'investissement, c'est-à-dire montrer s'il y a une relation de causalité entre ce dernier et les dépenses publiques.

Le troisième et dernier chapitre était consacré à l'analyse des effets des dépenses publiques sur la croissance économique.

Dans ce chapitre, il a été question de montrer le rôle des dépenses publiques dans la croissance économique. Mais comme il y a divergence au sein des économistes en ce qui concerne l'accroissement des dépenses publiques dans la croissance économique, nous avons fait une analyse empirique pour vérifier cette relation. Cette analyse nous a permis de tirer des conclusions allant dans le sens d'infirmer ou de confirmer notre hypothèse.

6. Délimitation du sujet

Notre sujet porte sur la période allant de 1980 à 2003. Le choix de cette période a été motivé par le fait que vers les années 80, la situation économique s'est profondément modifiée et beaucoup de pays moins avancés y compris le Burundi ont connu un contexte économique défavorable.

Face à cette situation, les gouvernements des pays concernés ont adopté des programmes de restructuration de leurs économies en acceptant des propositions émanant des accords des Institutions de Bretton Woods. Selon ces accords, ces pays doivent adopter des programmes d'ajustement structurel pour lesquels les économies de ces pays doivent être restructurées de façon à répondre aux critères desdits accords.

Nous avons voulu donc analyser au cours de la période 1980 à 2003 les effets sinon l'impact produit par les dépenses publiques sur les grandeurs macroéconomiques tels que le PIB et l'investissement. Ces variables sont choisies parce qu'elles sont jugées très importantes dans la vie économique d'un pays.

CHAP.I : APPROCHES THEORIQUES DES EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

Jusqu'à la veille de la première guerre mondiale, l'Etat est resté relativement petit. Son rôle dans la vie économique est devenu très prépondérant dès le début des années 30.

C'est ainsi que J.M. KEYNES touché par les effets de la crise économique, a exposé sa théorie totalement contradictoire aux enseignements des libéraux. Dans cette théorie, il a donné une place importante à l'Etat dans la vie économique. En effet, pour lutter contre le chômage, il faut une intervention des pouvoirs publics. KEYNES s'appuie sur les notions du multiplicateur pour justifier les effets positifs d'une politique budgétaire expansionniste. Cette théorie en faveur de l'interventionnisme est restée dominante jusqu'à la fin des années 1970.

La théorie économique n'a jamais manqué de controverses dans son explication du phénomène économique de croissance. Dans la théorie traditionnelle, illustrée par le modèle de R.MASLOW, seule la présence de facteurs exogènes comme l'accroissement de la population ou un progrès de la productivité plus rapide, permettait de comprendre l'évolution du taux de croissance de la production.

Dans ce chapitre, nous allons illustrer quelques effets théoriques des dépenses publiques sur l'investissement et la croissance économique. De ce fait, nous allons développer trois sections suivantes :

* Approches classique /néoclassique et keynésienne
* Incidence d'une variation des dépenses publiques et l'équilibre keynésien ;
* Implications des PAS dans la politique économique

Section 1 : Approches classique/néoclassique et keynésienne

La notion de dépense publique s'est considérablement élargie au cours de la première moitié du 19ème siècle[1]. Encore avant la 2ème guerre mondiale, les spécialistes se penchaient exclusivement sur ce que l'on appelle des dépenses d'exploitation ou de fonctionnement, les charges de capital étant mentionnées en marge.

[1] H. LAUFEN BURGER, Les effets économiques des dépenses publiques, Congrès de Rome, 1956, p 25.

I.1. L'approche classique/néoclassique

L'approche néoclassique stipule que les dépenses publiques s'effectuent en fonction des ressources publiques, c'est-à-dire qu'on ne doit pas dépenser plus qu'on encaisse. Selon le modèle néoclassique, l'Etat, pour financer ses dépenses, peut recourir à l'emprunt.

Pour les néoclassiques, l'accroissement des dépenses publiques est une promesse des difficultés économiques dans le futur avec une baisse du bien-être. En effet, la manière utilisée par le gouvernement pour financer ses dépenses affecte les niveaux de consommation, d'investissement et d'exploitation.

Ainsi, l'accroissement des dépenses publiques est compensé par une baisse de la consommation ou des investissements privés. Pour remédier à cette situation, il faut que les agents privés préviennent rationnellement les accroissements des charges futures.

Dans ce même ordre d'idée, en ce qui concerne les dépenses, ils précisent que l'intervention de l'Etat devrait être limitée à certaines tâches spécifiques (défense, justice et éducation). Le plus extrême d'entre eux, Say, considérait même les dépenses publiques comme la source d'un tel gaspillage que le meilleur de tous les plans financiers serait de dépenser peu et que l'action de l'Etat devrait se limiter à la protection de l'individu.

Pantaleoni, Mazzola, Viti de Marco, Borone, Wicksell et Lindabl se sont également intéressés au caractère d'indivisibilité des services collectifs et influencés par le développement de la théorie marginaliste. Ils avancèrent que le secteur public, à l'instar du secteur privé, devrait être guidé par les désirs des consommateurs souverains.

Lucas (1969) a utilisé les hypothèses des anticipations rationnelles. L'hypothèse des anticipations rationnelles est le trait le plus frappant de la théorie des nouveaux classiques. Avec l'hypothèse des anticipations rationnelles, la théorie néoclassique implique l'affirmation de l'inefficacité de la politique gouvernementale systématique.

En effet dans le cadre du modèle néoclassique, les consommateurs formulent des anticipations optimales mais, ils maximisent leur utilité. Egalement, un consommateur néoclassique répartit toute ressource additionnelle sur toute la période qui lui reste à vivre si bien que l'impact immédiat des ressources sur la consommation est très réduit.

Les auteurs néoclassiques soutiennent la réduction du financement des dépenses publiques par emprunt car il a des conséquences négatives sur

l'économie. En effet, plus l'Etat emprunte, plus il aura affaire au remboursement des intérêts et du principal, car l'accroissement de la dette publique accroît les dépenses publiques, décroît les impôts et accroît les intérêts de la dette. Il n'y arrivera qu'en procédant à de nouveaux emprunts et ainsi de suite. Ceci le conduit dans la crise d'endettement dont il n'est pas sûr de dépasser un jour.

La première justification de l'Etat est de protéger les individus contre la violence en faisant régner l'ordre. Les économistes ont cherché à développer une théorie du secteur public qui soit autant que possible le miroir de la théorie de l'économie du marché. Se fondant en conséquence sur le postulat de la souveraineté des consommateurs, elle admet que les prestations publiques reflètent les préférences individuelles. L'Etat n'a aucune finalité en soi puisqu'il est entièrement au service des citoyens.

I.2. Approche keynésienne

Depuis la crise de 1929, l'Etat est devenu interventionniste et cela s'est développé jusqu'aujourd'hui. La crise a donné une inspiration aux économistes d'inventer la macroéconomie. L'exemple retenu est celui de KEYNES.

L'approche keynésienne encourage l'augmentation des dépenses publiques en mettant en évidence leur effet multiplicateur sur les revenus des bénéficiaires et sur l'économie en général pourvu que les autorités économiques soient prudentes.

L'analyse des dépenses publiques dans la théorie keynésienne découle de l'effet multiplicateur. Elle est donc très étroitement liée aux fondements même de la théorie de KEYNES.

Pour KEYNES, le niveau du revenu global et de l'emploi dans une économie à un moment donné dépend du niveau des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement. Mais les agents peuvent être myopes ou sujets à l' « illusion monétaire », ce qui fait que la consommation devient très sensible aux variations du revenu disponible.

A l'opposé de la théorie néoclassique, certains auteurs keynésiens soutiennent que l'accroissement des dépenses publiques ne doit pas nécessairement évincer l'investissement (Eisner, 1989). L'accroissement des dépenses publiques pourrait alors stimuler l'épargne et/ou freiner la consommation privée en dépit de la hausse du taux d'intérêt.

L'accroissement des dépenses publiques peut être considéré comme un instrument important pour atteindre un niveau de demande compatible avec le

plein emploi et la stabilité des prix. Chaque fois que la dette est utilisée pour financer les dépenses publiques, le revenu des consommateurs augmente et comme les ressources ne sont pas entièrement utilisées, il n'y aura pas éviction des investissements privés.

Pour faire face à cette situation, KEYNES a proposé d'une part l'accroissement de la demande de consommation pour une politique de redistribution des revenus, d'autre part la relance de l'investissement privé pour une baisse du taux d'intérêt et d'une politique d'investissement public.

L'hypothèse keynésienne a été rejetée par les néoclassiques car elle ne tient entièrement compte de la baisse de la consommation privée engendrée par le fait de financer les dépenses publiques par impôt ou par emprunt.

Ainsi, en situation de plein emploi, l'augmentation de la consommation publique empiète les autres formes de consommation (privée) et soit l'investissement, soit les exportations seront complètement évincées (Yellen 1989).

I.3. Effet d'accroissement des dépenses publiques à travers le modèle IS-LM

L'importance des dépenses publiques dans la communauté nationale détermine le poids de l'Etat dans la vie socio-économique ; c'est-à-dire la part du secteur public dans l'économie nationale.

En effet, l'évolution des activités de l'Etat a fait qu'il étend son intervention de plus en plus dans les secteurs directement productifs pour réaliser des profits et accroître un niveau de revenu élevé.

Etant donné que l'analyse IS-LM intègre aussi bien la théorie classique que la théorie keynésienne, nous empruntons ce modèle pour illustrer cet effet. Cependant, le modèle d'équilibre IS-LM se présente ainsi comme un système de deux équations à deux inconnues y et r.

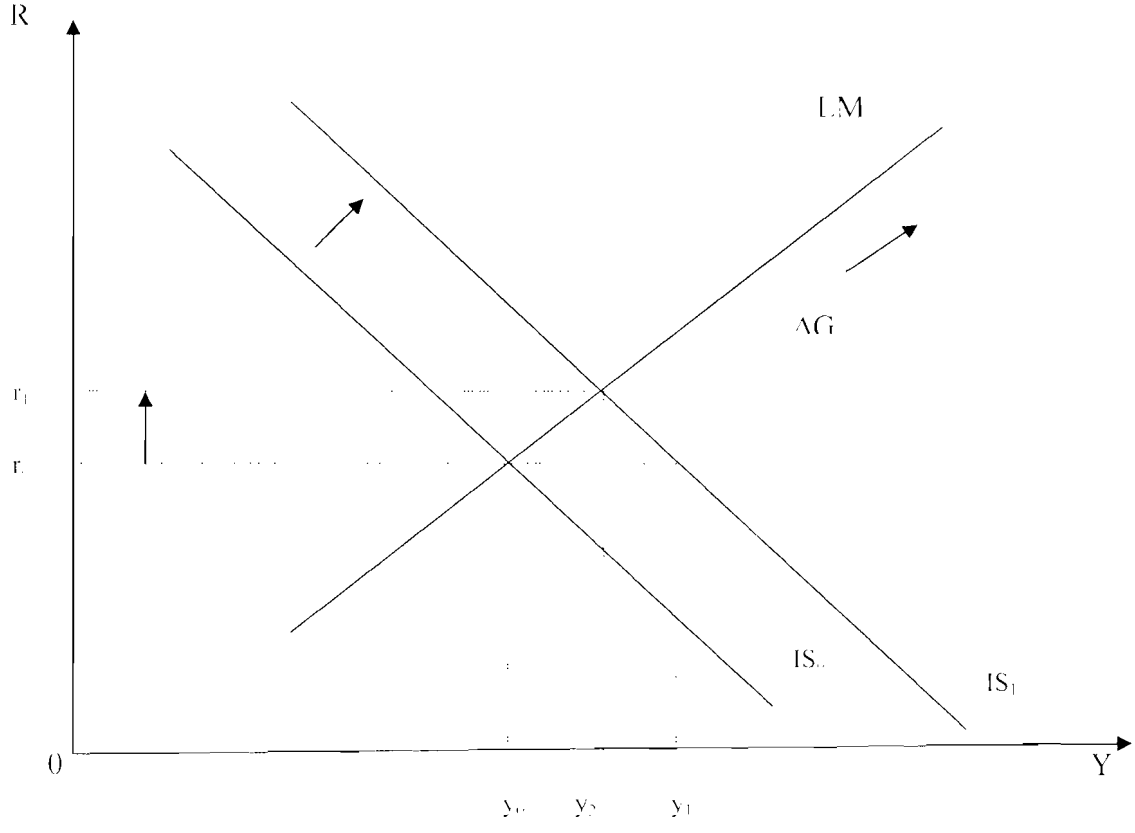
(1) $Y = C_0 + c(Y - t, r) + I_0 + I(r, y) + \bar{G}$

(2) $M = L_0 + L(y, r)$

La solution de ce système donne les valeurs de y et r qui satisfont à la condition d'équilibre du marché des biens et services et du marché de la monnaie.

On peut donc constater aisément que les facteurs réels incorporés dans la courbe IS (qui traduit l'équilibre sur le marché des produits) et les facteurs monétaires incorporés dans la courbe LM (qui traduit l'équilibre sur le marché monétaire) affectent simultanément les taux d'intérêt.

Graphique n°1: Modèle IS-LM avec augmentation des dépenses publiques.



A partir de l'analyse graphique du système statistique IS-LM, on trouve qu'un accroissement des dépenses publiques déplace la courbe IS vers à droite de IS_0 à IS_1 de façon que l'output et le taux d'intérêt augmentent. C'est-à-dire :

$$\frac{\partial y}{\partial G} > 0 \quad et \quad \frac{\partial r}{\partial G} > 0$$

En effet, ici on renonce à une politique monétaire d'accompagnement c'est-à-dire que nous laissons jouer pleinement le multiplicateur à taux d'intérêt donné (déplacement de IS uniquement) et le revenu serait Y_1. Mais le point ne sera jamais atteint parce qu'au fur et à mesure que le revenu augmente sous l'influence d'un accroissement de la dépense publique, les agents économiques accroissent leurs encaisses de transactions.

Pour ce faire, ils vont vendre des titres et faire monter le taux d'intérêt. L'élévation des taux d'intérêt diminuera la dépense induite des investisseurs privés et des consommateurs sensibles à la diminution de la valeur de leurs actifs. L'équilibre total s'équilibrera à r_1. On en déduira que l'accroissement de la dépense publique autonome diminue la dépense privée induite, ce qu'on

appelle effet d'éviction (crowding out effect) et, celui-ci joue par l'intermédiaire de la hausse du taux d'intérêt.

Section II. Incidence d'une variation des dépenses publiques et équilibre keynésien

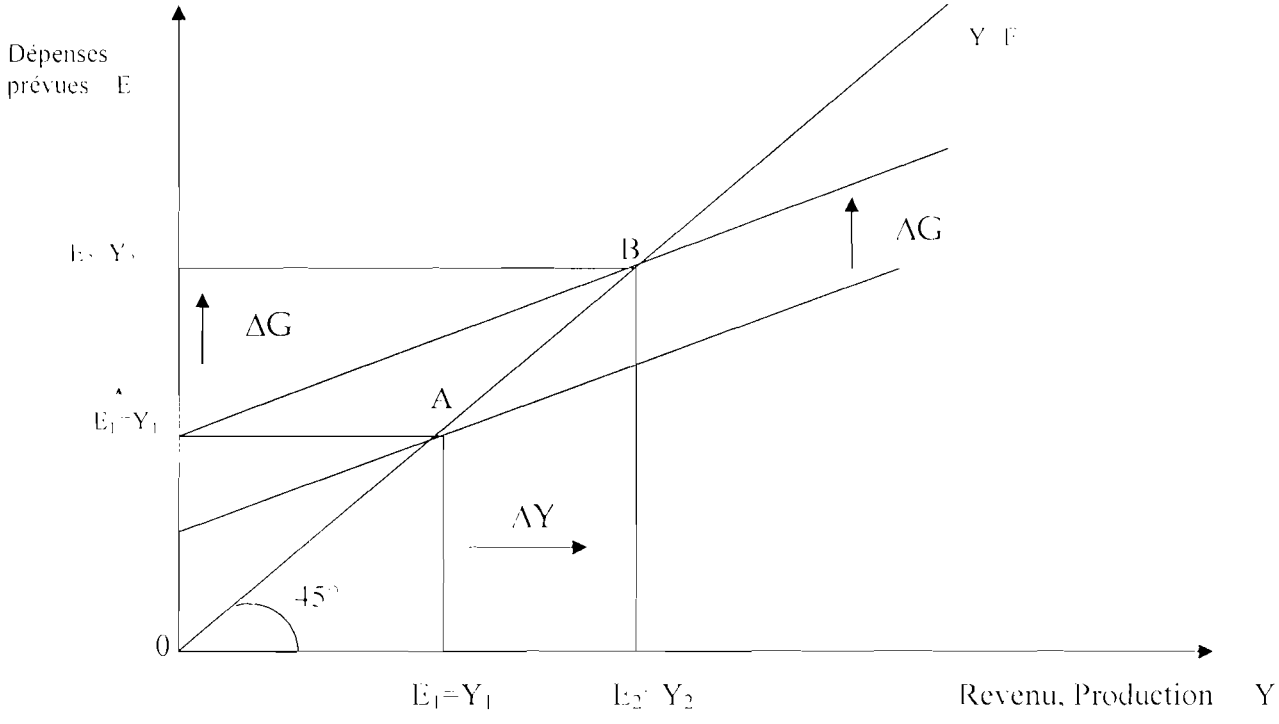
Dans la théorie générale, KEYNES suggère que c'est ce que les ménages, les entreprises et les pouvoirs publics souhaitent dépenser, qui à court terme, déterminent pour une large part le revenu total d'une économie.

II.1. Politique budgétaire et multiplicateur des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont l'une des composantes de la dépense globale. Si elles augmentent, la dépense prévue croit pour tout niveau donné de revenu. Une hausse ΔG des dépenses publiques conduit un glissement proportionnel vers le haut de la droite de dépense prévue, comme on le voit à la figure ci-dessous[2].

Le graphique montre qu'une hausse des dépenses publiques induit un accroissement plus que proportionnel du revenu : ΔY est plus élevé que ΔG.

Graphique n°2 : Une hausse des dépenses publiques à l'équilibre keynésien



Source : Mankiw. N. Gregory, *Macroéconomie*, 2ème édition 2000, p.306.

[2] GREGORY N Mankiw, Macroéconomie, Traduction de la 4ème édition américaine, par Jean Houard, 2ème Edition p.306.

Toute hausse ΔG des dépenses publiques induit un accroissement proportionnel de la dépense prévue pour tout niveau donné de revenu. L'équilibre passe du point A au point B et le revenu augmente de Y_1 en Y_2. La hausse ΔY du revenu est supérieur à celle des dépenses publiques ΔG. La politique budgétaire a donc un effet multiplicateur sur le revenu.

La raison en est que, selon la fonction de consommation C = c(Y-T), toute hausse du revenu induit une consommation accrue.
L'accroissement des dépenses publiques augmente le revenu et donc la consommation et ceci à son tour accroît le revenu et donc la consommation, et ainsi de suite. Dans ce modèle, la hausse du revenu induite par un accroissement des dépenses publiques est supérieure à celui-ci.

Les fluctuations économiques que l'on peut observer dans une économie s'expliquent généralement par l'impossibilité qu'il y a de trouver une politique qui puisse garantir continûment et simultanément certains des quatre objectifs macroéconomiques tels que l'inflation, la croissance, l'équilibre extérieur et le chômage.

En effet, les fluctuations économiques représentent donc les irrégularités du cheminement de l'économie le long d'une ligne de tendance correspondant à la croissance. Dans l'histoire du système capitaliste, de telles irrégularités se sont exprimées sous formes de mouvements cycliques de l'activité économique où alternent des phases d'expansion et des phases de dépression.
Que l'on considère ces irrégularités comme constituant seulement des accidents de parcours, ou au contraire suivant l'hypothèse marxiste, comme étant susceptible d'infléchir la tendance à la croissance de façon définitive. Dans les deux cas, l'explication des fluctuations ne peut faire abstraction de l'existence de trend ou tendance.

II.2. Dépenses publiques dans le développement économique

Les économies des PMA sont toutes caractérisées par un niveau élevé des dépenses publiques par rapport aux ressources fiscales disponibles.
Selon Pierre et Marc « si les dépenses de l'Etat ont une influence sur la productivité des différents secteurs, elles modifient la spéculation internationale du pays »[3].

En effet, on veut montrer ici des effets générés par la persistance des fluctuations économiques et la structure de corrélation entre les différents chocs. Faire jouer un rôle aux dépenses publiques, améliore la productivité courante

[3] Pierre Jacquemont et Marc Raffinot La nouvelle politique économique en Afrique, Université Francophone. EDICEF AUPEL, p.283

des niveaux passés d'activité et plus de production impliquent plus de savoir faire.

Barro-King (1984) précisent, pour générer les effets des dépenses publiques courantes sur la production, que si les préférences des consommateurs sont séparables dans le temps ; ces dépenses publiques futures n'ont d'effet que sur le taux d'intérêt réel, mais pas sur le niveau d'activité.

ASCHAUER (1985), CALVO (1985), FINDLAY-WILSON (1987) montrent que l'essentiel des dépenses publiques, peut-être, d'une part, celui-ci sur la fonction de production privée, en stimulant par exemple la productivité du capital, d'autre part, celui-ci sur le bien-être des consommateurs.

Les effets usuels des dépenses publiques peuvent alors être profondément modifiés, puisqu'ils peuvent impliquer une hausse de la profitabilité marginale du capital et de l'investissement (donc l'inverse de l'effet d'éviction) et une baisse de consommation si les dépenses publiques et privées sont substituables (donc l'inverse des multiplicateurs). On a également porté l'intérêt sur le rôle des dépenses publiques dans l'économie.

De ce fait, l'on a cherché à savoir si certaines dépenses publiques étaient susceptibles de promouvoir la croissance en agissant sur les externalités. Des études menées aux Etats-Unis d'Amérique par D.A SCHAUER (1989) ont montré qu'une augmentation de 1% du stock d'équipements publics pouvait induire, suivant les périodes observées, une croissance de la productivité privée comprise entre 0,38 % et 0,56 %[4].

De ces travaux, on s'est alors demandé s'il ne fallait pas faire un tri au sein des dépenses publiques entre celles qui peuvent stimuler la croissance du PIB réel et celles qui peuvent, au contraire la freiner. D'autres travaux de ce genre ont été faits par d'autres auteurs dont notamment BARRO (1990), ARTUS et KAABI (1993), MICHAEL A.NELSON et RAM D.SINGH (1994) et bien d'autres ; ont abouti à la conclusion que les dépenses publiques dites de ''consommation'', c'est-à-dire de type fonctionnement par exemple, avaient des effets négatifs sur la croissance.

De contraste, les dépenses publiques dites ''d'avenir'' telles que les dépenses d'éducation et de recherche sont complémentaires aux dépenses privées et génèrent des externalités positives, stimulant la rentabilité du capital privé ; ce qui enfin de compte, aura un impact positif sur l'économie. En d'autres termes, s'il y aurait une relation entre la progression de ce type de dépenses et le taux de croissance de l'économie.

---

[4] D.A. ASCHAUER : Is public expenditure productive? In journal of monetary economic n°25, 1989, p.177-200.

II.3. Les tendances lourdes de la dépense publique

Jusque les années 80, les dépenses publiques des pays moins avancés en particulier les pays africains ont connu une croissance rapide, généralement plus importante que celle des ressources.
En un quart de siècle, les dépenses des administrations publiques sont en moyenne passées de 11 % à 15 % du PIB[5].

La croissance des dépenses publiques a longtemps été un des principaux moteurs de la croissance économique, tout en étant à l'origine des déséquilibres de plus en plus difficile à gérer tel que nous l'avons signalé ci haut avec les programmes d'ajustement structurel.

En effet, les programmes de réduction des dépenses publiques auxquels ont été astreints les pays moins avancés, ont certes dans un premier temps supprimé des dépenses peu opportunes. Ainsi, toute variation des dépenses publiques vise à améliorer les résultats macroéconomiques, y compris la hausse de la production en cas de capacité excédentaire.

Cependant, comme ces pays moins avancés se trouvent dans des difficultés financières énormes pour financer leurs projets, ils font recours aux bailleurs de fonds. Le financement extérieur exerce sur le budget de l'Etat une influence non négligeable. Les bailleurs de fonds incitent le plus souvent au développement des dépenses publiques qui correspondent à leurs propres objectifs, sans avoir nécessairement le souci de la rationalité d'ensemble.

Même s'ils sont bien conçus et efficaces, les projets financés par l'extérieur tendent à constituer une administration publique à deux vitesses : d'un côté, les services qui ne reçoivent pas de financement extérieur et qui sont généralement dépourvus de moyens de travail, de logistique et de rémunérations motivantes ; de l'autre côté, des cellules administratives qui parce qu'elles travaillent pour les projets, sont fortement dotées de moyens de toutes sortes par le financement extérieur. C'est là une situation préjudiciable en ce qu'elle démotive la partie de l'administration qui ne fonctionne que sur le budget local.

Il existe aussi une forte perte d'efficacité lorsque coexistent au sein de l'administration divers projets financés par des bailleurs de fonds multiples et mal coordonnés. C'est ce qui explique pour l'essentiel, que plusieurs décennies d'assistance technique n'ont pas permis de constituer des administrations

[5] JACQUENNOT Pierre & RAFFINOT Marc, Op. Cit p.283

efficaces, et rend nécessaire une meilleure coordination de l'assistance technique par les organismes bilatéraux et internationaux.

II.4. Dépenses d'investissement

L'investissement est une variable clé de la dynamique économique et toutes écoles de pensée s'accordent sans peine pour reconnaître la nécessité de comprendre et de prévoir son évolution. Les keynésiens souligneront d'abord son importance à court terme : il est un élément central de la demande effective, non point le plus important quantitativement mais le plus volatile. Ses fluctuations se transmettent à la production et à l'emploi par le biais du multiplicateur.

Les classiques insisteront sur son rôle à long terme : il forme les capacités de production et constitue la base de la croissance économique. Ce rôle n'est d'ailleurs pas purement quantitatif, puisque l'investissement apparaît souvent comme vecteur du progrès technique[6].

Dans la théorie classique, le niveau de l'investissement I est fonction du taux d'intérêt (i) : I = f(i). Et elle souligne que toute entreprise cherchant à maximiser son profit en régime de concurrence parfaite réalisera l'investissement chaque fois que sa recette marginale sera supérieure (ou à la limite égale) au revenu qu'aurait rapporté un montant équivalent placé sur le marché financier.

Chez KEYNES, le niveau de l'investissement dépend de la comparaison entre l'efficacité marginale du capital et du taux d'intérêt[7].
Selon lui, le volume global des investissements croîtra tant que l'efficacité marginale du capital sera supérieure au taux d'intérêt du marché.

En effet, ce type des dépenses est très important dans la mesure où il participe dans la promotion de la croissance économique. Les investissements croissent donc les facteurs de production et par conséquent, rehaussent la demande globale et la consommation privée.

Néanmoins, cette influence positive des investissements sur les niveaux de consommation peut ne pas être observée dans l'immédiat. Ceci n'est vrai que si les investissements ne sont pas directement productifs. Il faut aussi souligner que dans les pays moins avancés, l'analyse coût-avantage n'est pas mise en avant, ce qui fait que l'on observe l'improductivité des dépenses d'investissement due à des gaspillages de ressources.

---

[6] Antoine d'AUTUME, Encyclopédie économique, p.913
[7] Jean Marie GANKOU, L'investissement dans les pays en développement, Economica, p 79.

KEYNES souligne que l'Etat doit intervenir de façon croissante dans l'investissement : « l'Etat étant en mesure de calculer l'efficacité marginale des capitaux avec des vues lointaines et sur base des intérêts sociaux de la communauté, nous nous attendons à voir prendre une responsabilité directe de l'investissement »[8].

II.4.1. Faut-il plus d'investissements publics ?

Jusqu'à la fin des années 80, le capital public a été quasiment ignoré par les économistes. David SCHAUER (1989), en montrant que le déclin de la productivité américaine dans les années 70 était lié en grande partie à la baisse des taux d'investissements en capital public, a ouvert un dialogue qui aurait dû avoir lieu depuis longtemps entre économistes et responsables politiques.

Samuel SKINNER et James FLORIO ont rejoint cette idée pour soutenir que l'augmentation des investissements publics dans les infrastructures aiderait l'économie. Selon ASCHAUER, l'impact des investissements publics sur la production du secteur privé est trop important pour être crédible. Il n'est pas possible que les investissements publics aient un effet sur la production du secteur privé qui soit si fortement supérieur à l'effet des investissements privés. Ceci d'autant qu'une grande partie de cet investissement public est destinée à l'amélioration de l'environnement ou affectée à d'autres objectifs qui ne sont pas comptabilisés en tant que tels dans l'évaluation de la production nationale.

Ce même auteur, en traitant la relation entre investissement public et privé caractérisée par deux forces opposées tire les conclusions suivantes :
D'un côté, le capital public améliore la productivité du capital privé augmentant son taux de rentabilité et stimulant l'investissement privé.
D'autre côté, du point de vue de l'investisseur, le capital public se substitue au capital privé, provoquant un effet d'éviction de l'investissement privé.

Pour ceux qui proposent une augmentation des investissements publics, certains sont vraiment convaincus de l'effet de ces dépenses additionnelles sur l'activité économique. D'autres le sont en raison des contrats potentiellement lucratifs qui se présenteront. Le caractère immédiat des implications politiques de cette question exige de la part des économistes, à la fois de ne pas surestimer les résultats préliminaires et de ne pas écarter un ensemble croissant de preuves, ce qui rend difficile l'évaluation de toutes les données.

---

[8] Malcolm Gills et Al. « Economie du développement », Paris, Dunod, 1998, p.128.

Ce qui caractérise souvent l'investissement public réside en ce que celui-ci n'a pas pour objet un retour financier « direct » mais une amélioration à terme des conditions d'acquisition du revenu des citoyens. Dans ce cas, l'Etat récupère la mise initiale non pas directement, mais à plus ou moins longue échéance au travers de l'assiette créée par sa dépense.

II.4.2. Le multiplicateur des dépenses avec investissement en fonction du taux d'intérêt

Selon A. Douplin-Meunier, « Tout investissement a un effet multiplicateur. Il engendre des revenus qui à leur tour donnent lieu à des dépenses. Entre les uns et les autres, il y a une progression géométrique dont la raison est la propension à consommer »[9].

En présence d'un investissement additionnel, le revenu total augmente d'un volume plusieurs fois supérieur à cet investissement. Moins la société dispose d'épargne, plus le multiplicateur est élevé. De la sorte, l'écart entre les revenus et les dépenses peut être comblé par de l'épargne formée par suite de l'infériorité de l'accroissement de la consommation à celui du revenu.

Partons de l'égalité fondamentale avec l'investissement des biens :

$Y = c\,|y\text{-}t(y)| + i\,(r) + g$

et tirons la différentielle totale :

$dy = c'(i - c')\,dy + i'dr + dg.$

De l'égalité fondamentale du secteur monétaire

$$\frac{M}{P} = L(r) + h(y)$$

On dérive la différentielle totale en admettant que M et P sont constants :

$0 = ídr + h'dy.$

Cette expression peut être réarrangée pour mieux mettre en évidence l'incidence sur le taux d'intérêt r d'une variation du revenu national y.

$$dr = \frac{h'}{i'}\,dy \quad ou \quad \frac{dr}{dy} = -\frac{h'}{i'}$$

---

[9] MUKERANDANGA Odette, L'épargne intérieure et financement des investissements privés, cas du Burundi, ESEA, 2002, p.55

Ayant ainsi déterminé, pour le marché monétaire, la variation de r consécutive à une variation de y, il convient maintenant d'introduire cette équation dans celle d'équilibre du secteur des biens, soit :

$$dy = c'(1-t')dy - \frac{i'h'}{i'}dy = dg$$

ce qui donne l'expression du multiplicateur de dépenses publiques suivantes :

$$dy = \frac{dg}{1 - c'(1-t') + \frac{i'h'}{i'}}$$

Sachant que l'impact exogène primaire d'une variation du taux d'imposition peut être approximé par l'expression – c'ydt', l'expression générale du multiplicateur de l'action budgétaire devient :

$$dy = \frac{dg - c'ydt'}{i - c'(1-t') + \frac{i'h'}{i'}}$$

Même si le taux d'intérêt ne constitue pas un seul facteur qui influence l'investissement, il est essentiel de tenir compte que celui-ci en dépend largement.

Qu'il soit financé par des fonds propres ou que l'on doive faire appel à des fonds étrangers, l'investissement entraîne un coût correspondant au taux d'intérêt, qui ne se justifie que si l'augmentation du revenu que l'on en attend est suffisante. La règle fondamentale est qu'un investissement ne vaut la peine d'être entrepris que si le taux de rendement interne (ou efficacité du capital) est supérieur au taux d'intérêt du marché. Le volume d'investissement a donc tendance à augmenter si le taux d'intérêt baisse et inversement.

Section III. Implications des PAS dans la politique économique

Dans la plupart des pays moins avancés, la pauvreté absolue est une caractéristique générale en ce sens que la majorité de la population vit avec un niveau de revenu inférieur à ce qu'il faudrait pour satisfaire ses besoins fondamentaux. Et les ressources disponibles, même réparties de façon équitable suffisent à peine à couvrir de façon durable les besoins de base de la population.

III.1. Définition et notion d'ajustement

Les pays moins avancés en général et le Burundi en particulier ont connu une dégradation inquiétante de leur situation économique à cause de la crise économique de la fin des années 70 et début des années 80. C'est ainsi que la

nécessité d'ajustement de leurs économies s'est déclarée très urgente. Et dans le cadre précis, l'ajustement désigne un processus consistant à réagir aux déficits des finances publiques et de la balance des paiements, afin de rétablir les équilibres, suite à une perturbation quelconque.

On parlera donc des politiques d'ajustement pour désigner un ensemble d'interventions déterminées et cohérentes visant un redressement économique. Les politiques doivent être opérationnelles dans les programmes bien précis, d'où la résolution de la BM de mettre en place une nouvelle forme d'aide pour permettre à ces pays d'accomplir effectivement des réformes nécessaires dans le but d'adapter structurellement leurs économies à la crise.

Cette aide constitue ce que l'on a appelé ''prêts à l'ajustement structurel'' dont la destination est le financement des programmes de redressement économique. Nous pouvons dire, à partir de tous ces éléments, qu'un programme d'ajustement structurel peut donc être défini comme un programme économique conçu pour aider une économie en difficulté à se redresser, mis en place pour la première fois au début des années 1980 et financé par les prêts hors-projets.

Les PAS visent donc à soutenir et à mettre en œuvre des politiques d'actions et des réformes nécessaires pour modifier la structure de l'économie ; afin qu'elle maintienne un taux de croissance raisonnable des finances publiques et une balance des paiements viables à moyen terme. Les PAS sont donc axés sur les politiques macroéconomiques et les réformes institutionnelles qui y sont associées.

En définitive, l'ajustement implique des mesures économiques et institutionnelles devant faire partie intégrante des programmes de redressement économique largement adoptés pour mieux affronter les crises qui frappent directement les pays moins avancés ; les déficits de la balance des paiements et du budget, le taux d'inflation rapide et la croissance économique négligeable sinon négative.

III.2. Les causes des PAS

Les PAS trouvent leurs origines essentiellement dans les grandes crises économiques qui ont caractérisé la décennie énergétique d'une part, et la décennie dite de l'endettement d'autre part. Ces grandes crises ont provoqué des grands déséquilibres tant internes qu'externes des économies tiers-nations.

Sur le plan interne, ces déséquilibres se traduisent par une croissance économique faible sinon négative ayant pour conséquence une diminution du revenu réel par habitant (car forte croissance démographique) ; et par une augmentation du taux d'inflation (augmentation continue des prix).

Sur le plan externe, ils se traduisent par le déficit global de la balance des paiements, avec comme conséquence le recours aux emprunts tant intérieurs qu'extérieurs, ce qui alourdit la dette publique.

En effet, lors du premier choc pétrolier (1973-1974), le quadruplement des prix du pétrole a rendu la balance des paiements des pays (moins avancés) non exportateurs du pétrole très déficitaires. Ce déficit a été financé soit par endettement, soit par déficit budgétaire, soit par des mesures limitatives telle que la limitation des importations etc...

Le deuxième choc pétrolier (1979) a alourdi la facture pétrolière. Ce qui a aggravé les déséquilibres renforçant ainsi les problèmes économiques devenus dès lors très préoccupant partout dans le monde.

Il paraît donc que ces déséquilibres devraient conduire à une réaction de ceux qui sont chargés de veiller la correction des économies en danger, d'où la mise en place des PAS. A côté de ces déséquilibres, les origines des PAS peuvent être expliquées par une autre gamme de phénomènes dont les plus importants sont la fuite de plus en plus importante des capitaux, l'augmentation des taux d'intérêt, la détérioration des termes de l'échange ainsi que la crise des finances publiques.

Pour ce qui est des termes de l'échange, le ralentissement brutal de la croissance économique et l'accélération de l'inflation dans les pays industrialisés suite à la hausse des prix du pétrole ont eu des incidences négatives sur la demande des produits d'exportation notamment les matières premières. De cette façon, les termes de l'échange se sont considérablement détériorés. L'environnement commercial a donc connu une dégradation considérable suite à cette récession.

S'agissant de la crise des finances publiques, la mise en œuvre des projets de développement trop ambitieux sans avoir fait une étude préalable de rentabilité a conduit à une multiplication des projets non rentables entraînant au gonflement énorme des dépenses du secteur public sans que les recettes de l'Etat augmentent pour qu'il y ait compensation.

Cette situation a aggravé les déficits budgétaires de plus en plus financés par les emprunts auprès des banques nationales ou étrangères, ou par d'autres

formes d'emprunts intérieurs et extérieurs ; ce qui a contribué à l'accroissement de la dette publique.

Ce qui concerne la baisse des taux d'intérêt, pour faire face aux grands déséquilibres causés par la crise économique ; les pays moins avancés ont dû recourir aux emprunts extérieurs comme nous venons de le mentionner ci-haut.

Au moment du remboursement, ces pays ont été obligés de payer à des taux d'intérêt élevés, ce qui a accru énormément le coût de la dette ayant évidemment des incidences négatives sur les pays emprunteurs. Une bonne partie des recettes qui devait les aider à promouvoir et à financer le développement est donc utilisé pour assurer le service de la dette.
Ce dernier n'a cessé de croître de telle sorte que beaucoup de pays ont eu des difficultés énormes à l'assurer.

Cette situation a conduit les prêteurs à perdre la confiance, doutant de la solvabilité de ces pays. Il en a été suivi le resserrement du crédit et le rétrécissement du volume des capitaux. Il a donc fallu un autre système pour accorder des crédits nécessaires au redressement économique.

Quant à la fuite des capitaux comme sous-mentionné, les pays en voie de développement utilisent une partie importante de leurs recettes à payer le service de la dette. Depuis quelques temps donc, les flux de capitaux se sont renversés. Au lieu que ce soit les pays développés qui financent les pays pauvres, c'est l'inverse, les flux nets sont devenus négatifs.

Cette situation permet l'accélération d'une fuite des capitaux des pays en voie de développement vers les pays développés. En plus de cela, les entreprises étrangères installées dans les pays en voie de développement rapatrient leurs bénéfices dans leurs pays d'origine pour diverses hôtes, le manque des projets d'investissement fiable, etc... Ce rapatriement renforce donc le déséquilibre, car il diminue l'épargne intérieure dont la nécessité s'impose pour financer les investissements.

En définitive, le ralentissement de l'activité économique, la dégradation de l'environnement commercial, le resserrement du crédit et le rétrécissement du volume des capitaux sont des facteurs qui expliquent le durcissement de la crise économique des pays en voie de développement. De tels facteurs justifient l'adoption des programmes d'ajustement structurels.

III.3. Les fondements théoriques des PAS

Les experts de la B.M et du F.M.I se basent sur deux approches macroéconomiques pour essayer de rétablir l'équilibre de l'économie à savoir :

1. L'approche par absorption (par la demande globale),
2. L'approche monétaire de la balance des paiements qui est une approche par les prix constituant au rétablissement des prix.

III.3.1. Approche par la demande globale

C'est une approche d'inspiration keynésienne car elle se fonde sur l'équation fondamentale macroéconomique de KEYNES, exprimée par l'égalité entre l'offre et la demande globale. La balance des paiements est considérée comme une relation entre les ressources totales et les dépenses totales.
La separation des variables de cette équation fait aboutir à un solde du commerce extérieur dont le financement conduit à la recherche de financement.

L'equation fondamentale est la suivante :

Y = M = C + I + G + X où

Y = la demande globale intérieure (investissement tant public que privé, consommation et les dépenses de l'Etat).

C + I + G = A (= somme des dépenses = demande globale).

X - M = B = solde du commerce extérieur (balance des paiements courant = exportation des biens et services – importation des biens et services).

PNB = A + B

B = 0 si PNB >A, c'est-à-dire que si la demande globale est inférieure à la production nationale, la balance des paiements est positive.

B = 0 si PNB < A, c'est-à-dire que si la production nationale est inférieure à la demande globale, la balance des paiements est négative ; autrement dit, l'excès de la demande va être compensée par les importations.

Ainsi donc, le déficit de la balance des paiements a la même origine que l'inflation, c'est l'excès de la demande globale nationale par rapport à la production nationale. En effet, lorsque la demande dépasse l'offre, les prix montent, il y a inflation par la demande qui va entraver à son tour la compétitivité des produits domestiques sur le marché extérieur. Il y a également une réduction des exportations compte tenu de l'insatisfaction de la demande intérieure.

Selon les économistes de la BM et du FMI, la réduction de l'absorption aide à améliorer la balance commerciale si la nécessité d'accroître la production s'impose. C'est la gestion de la demande ou la fameuse politique d'austérité.

D'une façon concrète, la compression de la demande est possible grâce à la politique budgétaire et monétaire. Le recours à la politique monétaire consiste à réduire le crédit en élevant le taux d'intérêt et ainsi on décourage aussi bien le crédit à la consommation que le crédit à l'investissement.

La dévaluation de la monnaie est aussi une mesure monétaire qui réduit la demande d'importation par le biais de la diminution du pouvoir d'achat de la population, et encourage les exportations.

Quant à la politique budgétaire, elle est axée sur les dépenses publiques et la fiscalité. La réduction des dépenses publiques doit supporter les coupes les plus sévères. Les points cibles étant les subventions et les dépenses de recrutement dans la fonction publique. L'augmentation des impôts indirects est aussi une mesure pouvant permettre l'accroissement des recettes pour combler le déficit budgétaire.

III.3.2. L'approche monétaire de la balance des paiements

C'est une approche qui se fonde sur la considération selon laquelle le revenu national est fonction directe de la masse monétaire. Elle repose donc sur la politique de rétablissement des mécanismes des prix et la gestion stabilisatrice des banques centrales.

Le principe de base de cette approche est que le déficit de la balance des paiements trouve son origine dans une émission excessive de la monnaie. Cet excès se mesure par rapport aux besoins d'encaisses monétaires ressentis par les agents économiques. Il se traduit par l'excès du pouvoir d'achat qui va solliciter le monde extérieur en achetant des biens, des services et des titres. C'est cette demande additionnelle qui cause le déséquilibre de la balance des paiements.

C'est ainsi qu'on part des relations suivantes :

a) Mo = Md, c'est-à-dire que l'offre de la monnaie Mo est égale à la demande de monnaie Md. Les agents économiques ne gardent que les encaisses de monnaie qu'ils souhaitent détenir, l'excédent ayant servi à acquérir les biens, services et titres. Notons que la demande de monnaie Md découle des besoins de transaction, précaution et spéculation.

b) Mo = dC + dR, c'est-à-dire que la masse monétaire est égale à la somme de la variation des réserves de changes dR.

c) DR = B, cela veut dire que la variation des réserves de changes est égale au solde de la balance des paiements.

A partir de la relation Md = dC + B, on peut tirer les conclusions suivantes :

Si dC > Md ; B < 0 c'est-à-dire que la création est supérieure à la demande de monnaie que souhaitent détenir les agents économiques sous forme de liquidités, il y a une augmentation de la demande des biens, des services et des titres tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays suite à cet excès de monnaie.

La balance des paiements se trouve directement en déséquilibre à cause de cet accroissement de la demande à l'extérieur. A l'intérieur, l'accroissement de la demande des biens et services va pousser les prix vers la hausse, nuisant à la compétitivité du pays si on n'est pas en état de plein emploi, autrement dit si la capacité de production n'est pas totalement utilisée, il y a moyen d'augmenter la production pour répondre à cette demande additionnelle. Mais cela peut impliquer encore l'importation des facteurs de production, ce qui provoque indirectement un déséquilibre supplémentaire.

Conclusion partielle.

Alors que la théorie keynésienne justifie l'intervention de l'Etat par l'accroissement des dépenses publiques pour stimuler et relancer la production, et cela découlant de l'effet multiplicateur ; la théorie classique/néoclassique stipule que l'accroissement des dépenses publiques est une promesse des difficultés économiques dans le futur avec une baisse du bien-être. Et la manière utilisée par le gouvernement pour financer ses dépenses affecte les niveaux de consommation, d'investissement et d'exportations.

Moyennant ces divergences d'idées, nous avons constaté que l'investissement est une variable clé de la dynamique économique et que tout pays qui aspire à un développement durable doit mettre au clair sa politique d'investissement. Nous avons vu également dans ce chapitre, à travers le modèle IS-LM, qu'il y a un lien entre le taux d'intérêt et l'accroissement des dépenses publiques

Dans ce chapitre, nous avons vu également que suite au ralentissement économique mondial vers les années 80, les pays moins avancés en général et le Burundi en particulier ont connu d'énormes difficultés financières. C'est dans ce cadre que les Institutions de Bretton Woods ont initié des programmes d'ajustement structurel à ces pays. Ces programmes visaient à restructurer les économies de ces pays en réduisant le déficit des finances publiques et le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements.

Généralement, ils devraient prendre des mesures visant à réorienter la politique macroéconomique du pays et réduire l'intervention de l'Etat dans la vie économique et laisser la place aux privés surtout dans le domaine d'investissement.

Nous allons voir dans le deuxième chapitre pour le cas du Burundi, le rôle de l'Etat dans le développement économique s'il remplit sa mission par son intervention financière dans les secteurs économiques et sociaux via sa politique d'investissement.

CHAP.II : EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LES INVESTISSEMENTS

« Si les consommateurs et producteurs sont à l'origine de la plupart des décisions qui façonnent l'économie, l'action gouvernementale a un impact important sur l'économie »[10]

L'intervention de l'Etat dans la vie économique est souvent perçue de manière manichéenne[11]. Pour certains, l'Etat, garant de l'intérêt général, agirait dans le sens de bien commun alors que l'action privée ne serait tournée que vers la satisfaction des besoins égoïstes. Ainsi, faut-il que le secteur public ou l'Etat assure davantage de responsabilités. Pour d'autres au contraire, l'Etat est un mauvais gestionnaire car les décisions politiques ne seraient prises que par de fonctionnaires inefficaces et des politiciens corrompus, plus souvent soucieux de leur confort du bureaucrate ou de leur réélection plutôt que l'intérêt général. Partant, il faudrait un désengagement rapide de l'Etat.

Au terme de longues années de croissance ininterrompue du PNB dans les pays industrialisés, en corrélation avec des interventions publiques croissantes, les années 1970 voient se produire un renversement : une crise économique apparaît et le bien-fondé des interventions publiques est mis en doute.
De nombreux auteurs insistent sur le fait que l'Etat n'a pas toujours la capacité et la volonté de prendre de bonnes décisions et que les défaillances publiques peuvent être supérieures aux défaillances privées[12].

Dans les années 1990, après une phase de déréglementation et de réduction des interventions publiques, il semble que les pays industrialisés soient entrés dans une période de revalorisation des interventions publiques. Ces interventions plus axées sur un mode de décentralisation des décisions (théorie des incitations) et sur un soutien indirect à la croissance (théorie de la croissance endogène) mais privilégiant à niveau la lutte contre le chômage et la pauvreté.

Dans ce chapitre, nous allons également développer trois sections. La première portera sur le rôle de l'Etat dans la vie économique ; la deuxième fera l'objet du poids de l'Etat dans l'économie burundaise et enfin la troisième va analyser empiriquement les relations qui existent entre les dépenses publiques et l'investissement.

---

[10] Esquisse de l'Economie Américaine - Bureau international de l'information, Département d'Etat, Etats-Unis d'Amérique , 1982, p12

[11] SIMBAVIMBERE, D., « La Restructuration des dépenses publiques dans la perspective d'une croissance endogène de l'économie burundaise », Bujumbura, U.B, FSEA, 2004.

[12] FOIRRY, J.P., Economie publique : Analyse économique des décisions publiques, Paris, Hachette, 1997.

Section I : Rôle de l'Etat dans la vie économique

Faut-il rappeler que durant le 20ème siècle, et plus particulièrement entre la seconde guerre mondiale et la fin des années 70, le secteur public a connu une expansion formidable. Une meilleure compréhension des mécanismes qui ont régi le développement des activités économiques représente un ensemble de connaissances fort enrichissant pour les discussions publiques sur le rôle présent et futur de l'Etat.

Dans cette perspective, un des faits qui a le plus marqué la croissance économique dans les pays occidentaux, surtout après la deuxième guerre mondiale, est la croissance de l'activité de l'Etat. Non seulement les interventions de l'Etat sont devenues nombreuses, mais aussi les secteurs touchés par de telles interventions se sont également multipliés. Sa taille, mesurée au rapport entre les dépenses publiques totales et le PIB, a pour le moins triplé, voire quintuplé dans certains pays, pour atteindre entre 40 et 60% dans les pays de l'OCDE.[13] Pour comprendre les facteurs à la base de l'interventionnisme étatique, il est opportun de passer à la définition du concept d'Etat.

Selon Luc WEBER, l'omniprésence de l'Etat dans la vie économique sociale se manifeste de double façon :

- Il fournit à la collectivité des prestations innombrables et souvent très coûteuses dans les domaines aussi variés que la défense du territoire et de sécurité intérieure, la prévoyance vieillesse, la santé, l'éducation, la recherche, les transports, les télécommunications, l'approvisionnement du pays en énergie ainsi que la préservation de l'environnement.
- Il intervient continuellement sur le financement de l'économie marchande au moyen des mesures réglementaires ou financières pour en fixer les règles du jeu et en corriger les déficiences.

I.1. Le concept d'Etat

Ne pas savoir ce que signifie la « notion d'Etat » ou alors de « secteur public » deux termes équivalents, peut paraître pour certains ridicule. Certes, à chaque instant de notre vie, directement ou indirectement, nous sommes en présence de l'Etat à travers ses diverses formes d'intervention. Mais cela ne signifie pas pour autant que le concept d'Etat nous est facile à comprendre puisque même la variété des définitions de l'Etat illustre sa complexité.

---

[13] L. WEBER, op. cit. p1

Luc WEBER (1992) [14] distingue trois définitions :
La première définition qui adopte un point de vue institutionnel, voire légal, considère que l'Etat est formé par l'ensemble des pouvoirs publics, constitutionnellement organisés et des administrations qui en dépendent.
La deuxième définition, de type fonctionnel, affirme que l'Etat est une institution dont la finalité est la poursuite de l'intérêt de la collectivité.
La troisième définition parle l'Etat-Conglomérat, ce qui correspond à une vision de l'Etat laquelle celui-ci est une organisation complexe caractérisée par des conflits internes (entre les partis politiques, administrations,...) et externes (entre groupes d'intérêts, syndicats,...) dont le dépend des équilibres que ces conflits permettent de réaliser.

Selon la Banque Mondiale : « l'Etat dans sa conception large, est personnifié par l'ensemble d'institutions dotées du pouvoir de contrainte qu'elles exercent sur un peuple, un territoire bien déterminé, qui constitue la société. L'Etat devient dans les limites de son territoire, le monopole de l'élaboration des règles qu'il exerce par l'intermédiaire de la puissance publique ».[15]

Ainsi, à travers ces définitions, apparaît un critère fiable permettant de distinguer le secteur public du secteur privé. En effet, le marché ou le secteur privé est le reflet de volonté individuelle contrairement au secteur public qui est caractérisé par des décisions qui sont la conséquence d'une volonté collective qui s'exprime à travers les mécanismes politiques.

Bref, l'Etat ou secteur public est un organisme multiforme, formé d'institutions qui sont censées permettre la formation et exécution des décisions collectives et d'intérêts publics.

Ainsi, comme nous venons de le constater, l'Etat remplit plusieurs fonctions pour accomplir sa mission. De ce qui va suivre, montrons les principales de ces fonctions.

[14] L. WEBER, « Les finances publiques d'un Etat fédératif Suisse, Ed. Economica, Paris, 1992, p 30.
[15] Banque Mondiale : Indicateurs de développement dans le monde, 1997, p 21.

I.2. Les principales fonctions de l'Etat

Tout le monde sait, par son expérience de sa vie quotidienne, que l'Etat remplit de multiples fonctions dans la vie économique et sociale de son milieu de vie. Pour analyser les fonctions de l'Etat, il serait souhaitable de les ordonner en catégories bien délimitées. Ici, nous retenons la classification suggérée par MUSGRAVE parce qu'elle coïncide de grandes fonctions du secteur public avec les domaines relativement bien délimités de l'analyse économique ; ce qui permet de traiter chacun d'eux indépendamment et avec un outil d'analyse propre.

D'après MUSGRAVE, l'Etat :

i) Assure une allocation optimale des ressources économiques rares. Cette fonction allocative consiste à fournir des prestations dont le marché n'assure pas approximativement à la collectivité et à corriger les lacunes de celui-ci.

ii) S'occupe de modifier sur la base des critères que la société considère justes ou équitables, la distribution des revenus qui ressort du fonctionnement des marchés. C'est la fonction redistributive.

iii) Doit agir activement pour garantir à l'économie un rythme de croissance régulier en évitant ainsi des dérapages soit d'un côté (récession), soit de l'autre côté (surchauffage). Il s'agit là de la fonction stabilisatrice.

I.2.1. La fonction d'allocation de ressources

Le but d'allocation de ressources est de veiller à ce que l'affectation de certains biens ou services soit optimale. Pour y parvenir, elle doit assurer de la stabilité du système des prix. C'est-à-dire qu'elle doit veiller à ce que le système des prix reste efficacement concurrentiel et à empêcher la formation de positions dominantes excessives sur ce marché. Notons que le marché assure une allocation optimale des ressources pour autant que certaines conditions sont remplies. Or, ces conditions sont de loin d'être universellement satisfaites, ce qui peut amener les pouvoirs publics à intervenir. Cette intervention des pouvoirs publics dans cette tâche d'allocation des ressources peut s'expliquer par deux raisons fondamentales :

Premièrement, toute activité gouvernementale, quelle que soit la nature, a un impact sur l'allocation des ressources. Cela signifie que les ressources étant rares, toute utilisation qu'en est fait implique inévitablement une renonciation à produire un autre bien ou service.

C'est-à-dire donc, qu'à toute activité gouvernementale se trouve attacher un manque à gagner, ce qui oblige que l'Etat, comme tout autre agent économique, doit veiller à une allocation efficiente des ressources productives.
Deuxièmement, l'Etat peut ou doit intervenir pour corriger les défaillances du marché en matière d'allocation des ressources. En effet, le mécanisme des prix peut présenter des déficiences ou des lacunes susceptibles d'en perturber le bon fonctionnement. Le gaspillage des ressources qui en résulte engendre, pour la collectivité une perte de bien-être qui peut alors justifier une intervention correctrice de l'Etat.

I.2.2. La fonction de distribution.

Un constat universel est que, de part le monde, il a existé et il existe toujours à des différences près selon les pays, des différences de revenus entre les membres d'une même communauté ou d'un même pays. En d'autres termes, il y a concentration plus ou moins forte de revenu sur les catégories de gens aisés alors que les classes moyennes, voire pauvres, bien que souvent nombreuses doivent se contenter d'une part de revenu national plus petite. Cette situation peut, certes, être bénéfique pour certains puisque comme on le lit « le malheur des uns fait le bonheur des autres » ; mais beaucoup s'indignent de la situation ou voudraient un rétablissement de l'équité sociale à l'aide d'une politique de redistribution des richesses nationales.

La finalité de la fonction distributive est alors de corriger ces injustices distributives engendrées par le libre fonctionnement de tout secteur d'activité économique régi par les principes de l'économie de marché concurrentielle. Les pouvoirs publics ont le rôle primordial de remédier à ces lacunes de cette fonction. Ils vont donc se servir de quelques instruments dont les instruments budgétaires de la taxation et des transports, de préférence à l'affectation des services collectifs, ce qui implique un détournement des ressources productives de la fonction d'allocation.

Une analyse précise de l'opération de dépense montre que celle-ci n'est pas une consommation de destruction. Elle est la redistribution par la puissance publique de valeur prélevée sur les personnes privées au profit d'autres personnes privées qui peuvent en faire de multiples usages autres qu'une simple consommation.

Par là même, toutes personnes peuvent jouer un rôle actif dans le développement économique. Il est donc possible d'utiliser les dépenses publiques pour atteindre les objectifs de politique économique qui a été arrêtée. C'est par exemple le cas des dépenses de transfert (subventions économiques à des produits ou à des entreprises, dépenses d'assistance et de sécurité sociale)

qui ont pour but d'assurer une certaine égalisation dans la répartition des revenus entre les catégories sociales.

Néanmoins, les dépenses de transfert peuvent devenir dangereuses au cours d'une expansion économique accompagnée d'une inflation monétaire en ce sens que la demande globale en forte augmentation risque d'accélérer la moitié des prix (LA LUMIERE, 1983). Signalons que le principal but de la fonction de distribution n'est pas de maximiser le solde net de satisfaction, mais des institutions de base justes.

I.2.3. La fonction de stabilisation

La fonction de stabilisation a pour rôle principal d'assurer l'équilibre global de l'économie. Cette fonction économique reconnue à l'Etat dépasse la mise en place des fondements juridiques, lois et d'autres règles, sur lesquels vont se développer les relations économiques. C'est vers les années 30 où cette fonction a pris son importance quand il y avait du Krash boursier aux USA qui donnait limites des économies de marché à surmonter des périodes de récession sans appui extérieur.
C'est dans ce contexte que l'économiste Anglais J. M. KEYNES (1936) a pu démontrer la responsabilité de l'Etat à stabiliser des fluctuations de l'activité économique et partant à réduire les déséquilibres macro-économiques.

La fonction de stabilisation a une particularité : alors que les deux fonctions précédentes de l'Etat ont une approche microéconomique, la fonction de stabilisation relève essentiellement du domaine macroéconomique. Etant donné que les déséquilibres économiques sont fondamentalement dus à l'impossibilité d'obtenir une situation d'équilibre spontané et permanent entre l'offre et la demande globale; les instruments de la politique de stabilisation cherchent à agir soit sur l'offre, soit sur la demande globale.

D'une façon générale, les instruments utilisés dans la régulation sont des politiques budgétaires, des taux de change, des prix et des revenus :WEBER (1971), CROZET, PANASA et TIRAN (1991) distinguent deux formes de régulation : la politique structurelle et la politique conjoncturelle.

Dans la politique structurelle de régulation : il y a, d'une part l'intervention ponctuelle dans certaines activités pour lancer des recherches ou les soutenir, et d'autre part, la mise en place d'un cadre législatif et réglementaire propice au développement de l'initiative privée.

Quant à la politique conjoncturelle, elle s'intéresse à la santé d'une économie, mesurée par les indicateurs clés qui sont le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage ou le solde de la balance des paiements. Une bonne conjoncture s'explique par les variables structurelles comme la progression de la productivité, l'adaptation aux marchés internationaux, etc. Elle s'appui principalement sur la politique financière laquelle est la combinaison de la politique monétaire et de la politique budgétaire.

Cependant, l'Etat dispose des instruments pour réguler son économie comme on l'a souligné ci-haut. Et à cet effet, deux instruments sont à sa disposition :

i) Une politique monétaire qui peut agir à court terme ou tout au plus à moyen terme en agissant sur les taux d'intérêts ou le taux de change ; ce qui, en définitive, a des effets sur les investissements et les échanges extérieurs.

ii) Une politique budgétaire par laquelle l'Etat compense les fluctuations éventuelles de la demande privée en influençant cette dernière via ses budgets des dépenses et des recettes. En effet, à travers la modulation des dépenses publiques qui constituent le gros de la demande globale par l'intermédiaire des recettes fiscales, l'Etat est capable de relancer l'économie en période de récession ou d'en freiner la croissance quand ces tensions se manifestent.

Section II. Le poids de l'Etat dans l'économie burundaise

Que ce soit dans les pays développés ou dans les pays les moins avancés, l'intervention économique de l'Etat est indispensable. « Elle est proportionnellement importante dans le secteur industriel, infra structurel et énergétique dans les pays sous-développés que dans les pays développés. Elle est par contre moins importante dans la reproduction de la force de travail dans les pays moins développés que dans les pays développés ».[16]

Cependant, il importe de rappeler des signes, c'est-à-dire des mesures qui soient capables de renseigner sur l'importance des activités de l'Etat. Selon L. WEBER (1997), deux types de mesure permettent de déterminer la taille de l'Etat dans l'économie : une mesure absolue, une mesure relative.

En cet effet, la recherche de la taille de l'Etat sur la base d'une mesure absolue consiste à appréhender les activités étatiques par une analyse des montants qui expriment l'importance des dépenses courantes ou la demande finale. Pour mesurer la taille de l'Etat à l'aide d'une mesure relative, l'exercice consiste à établir un rapport qui fait apparaître au numérateur un indicateur des

[16] MATHIAS et SALAMA P., L'Etat surdeveloppé: Les métropoles du Tiers-Monde, la découverte, Paris, 1986, p 32.

interventions de l'Etat comme la demande finale et au dénominateur, un agrégat de l'activité économique globale, en l'occurrence le PIB ou alors le PNB.

Ces mesures absolues sont souvent utiles quand on cherche à établir des comparaisons dans le temps. Cependant, les mesures relatives offrent un avantage réel dans ce sens qu'elles fournissent davantage d'informations aptes à mettre en évidence l'importance des activités de l'Etat dans le contexte économique global.

Deux autres éléments incontournables dans la détermination de la taille de l'Etat dans l'économie sont le montant de ses prélèvements fiscaux ainsi que sa part dans la formation du capital fixe ; c'est-à-dire les investissements. En effet, les interventions de l'Etat nécessitent des moyens financiers très importants. Or, acquérir de tels moyens, l'Etat use de son pouvoir de contrainte et opère des prélèvements sur l'activité des agents économiques.

Ainsi, l'importance de ces genres des prélèvements renseigne sur la taille du secteur public dans l'économie.

II.1. L'expansion du secteur public

L'importance des dépenses publiques dans la communauté nationale détermine le poids de l'Etat dans la vie socio-économique, c'est-à-dire la part du secteur public dans l'économie nationale. L'évolution des activités de l'Etat a fait qu'il étend son intervention de plus en plus dans les secteurs directement productifs pour réaliser des profits en plus de sa première mission de satisfaire l'intérêt général.

L'élargissement des conditions générales de la reproduction de la force de travail et du salaire passe par : la construction et la croissance très rapide du système de sécurité sociale, le développement massif du logement social, la croissance du système éducatif et culturel.

En prenant en charge les jeunes, les plus vieux et les malades, en éduquant les jeunes, etc..., l'Etat remplit les fonctions de sécurité nécessaires à la reproduction de la force de travail. Cela s'explique dans les pays moins avancés à un degré très inférieur si on les compare aux pays avancés.

Sans doute, l'analyse économique des dépenses publiques est-elle conditionnée par l'expansion du secteur public dans tous les pays du monde au cours du dernier siècle. Même dans les pays fidèle à l'économie de marché, la quote-part du PIB imputable à l'ensemble des dépenses publiques, de consommation, d'investissement et de transfert s'est vue multipliée par quatre

atteignant parfois la moitié de celui-ci (WEBER 1978). Ainsi, l'Etat est devenu le plus important agent d'affectation des ressources.[17]
Cependant, le gouvernement a tendance à dépenser ce qu'il gagne et même à prévoir des dépenses en fonction de ce qu'il croit gagner dans un proche avenir (par ses recettes d'impôts de l'année par lequel on établit le budget).

Toute décision d'accroître le taux d'impôts provoque donc ipso facto une poussée des dépenses. Toute perspective d'amélioration de la conjoncture (promesse de recettes fiscales plus abondantes) conduit aux mêmes conséquences.

Ainsi, c'est à travers le budget national qu'un gouvernement répartit ses ressources pour différents secteurs. Mais comme notre étude est centrée sur l'analyse des dépenses publiques et ses incidences macro-économiques, nous n'allons pas analyser le mode de financement de ces dernières. De ce qui suit, nous asseyons de montrer ce que c'est le budget de l'Etat et montrons l'évolution des dépenses publiques via ce dernier.

II.2. Le budget de l'Etat

De façon générale et pour n'importe quel agent économique, un budget est un énoncé anticipatif de ses recettes et de ses dépenses au cours d'une période déterminée généralement une année. Dans le cas du budget de l'Etat tel qu'il est voté par le parlement, cette définition générale s'applique avec deux modalités particulièrement importantes.

En ce qui concerne les recettes, le budget de l'Etat constitue une autorisation à les percevoir en vertu des lois fiscales en vigueur. En ce qui concerne les dépenses, c'est également une autorisation à les effectuer. Contrairement aux recettes dont les montants inscrits au budget peuvent être dépassés ; les montants des dépenses mentionnées constituent une limite qui ne peut être dépassée.

Au fait, toute dépense au-delà de celle-ci doit faire objet d'une autorisation complémentaire votée soit en cours d'année, soit avec le budget de l'année suivante.

A travers le budget, l'Etat établit son programme ou son plan de comportement dans la perspective d'un horizon significatif de la vie économique. En ce sens, le budget est un programme que la spécificité de son sujet, les modalités particulières de son institutionnalisation, tout autant que

[17] L. WEBER ; op. cit. p 15

l'expérience historique de son développement, conduisent traditionnellement à qualifier de « programme financier de l'Etat ». Expression économique et financière des choix du pouvoir, le budget est l'instrument de la stratégie financière de la puissance publique ou de l'Etat.
Au Burundi comme ailleurs, le budget de l'Etat comprend l'ensemble des recettes et des dépenses qui sont prévues pour une année. Son élaboration doit se faire dans le respect des règles et des principes du droit budgétaire qui lui sont imposés par la constitution d'une part, et par les lois générales sur la comptabilité de l'Etat émanant du parlement d'une autre part.

Quant à la structure du budget de l'Etat, on distingue d'une part le budget ordinaire (B.O) qui retrace l'ensemble des recettes et des dépenses de fonctionnement de l'Etat et de ses administrations. Ce budget assure la bonne marche des services de l'Etat et est géré par le Ministère des Finances. Ses recettes proviennent des impôts directs et indirects ainsi que les perceptions administratives.

Quant à ses dépenses, elles sont principalement constituées de :

- Dépenses courantes destinées à la rémunération du personnel et à l'achat des biens et services d'une part, à couvrir les subsides et transferts, les prêts nets et le remboursement de la dette publique d'autre part.
- Dépenses de financement affectées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure) et à la liquidation d'impayés.

D'autre part, le budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I) qui représente le montant des dépenses d'investissements publics (financés par l'Etat). Ce montant correspond dans la plupart des cas à la contrepartie nationale en projets de développement économique et social. La majorité des projets étant réalisée grâce à la participation extérieure (emprunts ou dons).

Bref, d'une part, les dépenses du budget ordinaire (B.O) sont consacrées aux activités courantes, d'autre part, les dépenses du budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I) sont affectées à l'investissement public.

Illustrons cela dans le tableau ci-après :

Tableau n°1 : Comparaison des dépenses du B.O et du B.E.I de 1980 à 2003 (en Millions de FBU).

	Dépenses du B.O			Dépenses du B.E.I		
Année	Montant	% du PIBpm	% des dépenses totales	Montant	% du PIBpm	% des dépenses totales
1980	9947,5	11,5	67,3	4835,2	5,6	32,7
1981	9455	10,6	63,4	5452,5	6,1	36,6
1982	11558,7	12,6	71,9	4519,5	4,9	28,1
1983	13469,8	13,4	76,1	4235,4	4,2	23,9
1984	13273,6	11,1	80,1	3285,6	2,7	19,9
1985	15522,4	11,9	84,5	2839,7	2,2	15,5
1986	16422,2	12,0	98,2	2920,8	2,1	1,8
1987	18988,4	13,6	87,1	2822,2	2,0	12,9
1988	22657,7	14,9	84,8	4067,3	2,7	15,2
1989	24952,4	14,3	82,6	5235,1	3,0	17,4
1990	32845	17,4	84,6	5962,7	3,2	15,4
1991	35756,7	17,0	85,5	6074,9	2,9	14,5
1992	40636,9	17,4	85,2	7031,5	3,0	14,8
1993	42042,4	17,9	84,5	7732,8	3,3	15,5
1994	43081,4	15,0	91,3	4100,0	1,4	8,7
1995	44475,4	14,3	85,1	7800,0	2,5	14,9
1996	48621,1	18,3	92,4	4020,6	1,5	7,6
1997	60246,6	17,4	94,5	3475,5	1,0	5,5
1998	70536,8	17,4	94,2	4311,8	1,1	5,8
1999	78832,2	17,3	92,5	6347,1	1,4	7,5
2000	95231,2	18,6	93,5	6600,0	1,3	6,5
2001	113212,7	20,6	95,1	5776,0	1,1	4,9
2002	119700,0	20,5	95,0	6365,0	1,1	5,0
2003	129074,8	20,0	96,4	4854,3	0,7	3,6
Moyenne		15,625	86,075		2,54	13,925

Source : Ministère des Finances
BRB : Rapports annuels 1990-2004
Nos calculs pour les pourcentages.

L'analyse du tableau précédent laisse voir un déséquilibre criant entre les dépenses du B.O et celles du B.E.I et cela sur la période considérée. En effet, la moyenne annuelle des dépenses du B.O par rapport au PIB est de 15,625% contre 2,54% pour celles du B.E.I. Par rapport aux dépenses publiques totales, cette moyenne annuelle est de 86,075% pour le B.O contre 13,925% pour le B.E.I.

La crise de 1993 est venue empirer la situation puisque les dépenses du B.E.I, depuis 1994 n'ont cessé de chuter ; elles ne représentent en moyenne que seulement 1,31 % du PIB, contrairement aux dépenses du BO qui tournent autour de 17,94% du PIB. Par rapport aux dépenses publiques totales, cette moyenne revient à 93% pour le BO contre 7% du BEI.

Ce tableau illustre également une situation où les dépenses publiques sont plus orientées vers la satisfaction des besoins courants au détriment des besoins d'investissement. En fait, le gros des dépenses du budget de l'Etat sont des dépenses courantes ou de fonctionnement destinées à la rémunération du personnel étatique, à l'achat des biens et services, à accorder des subsides et des transferts, à assurer les prêts nets et les remboursements de la dette publique, à la liquidation des impayés ainsi qu'à assurer les charges récurrentes des investissements déjà réalisés. L'investissement étant relégué au second rang.

Toutefois, remarquons que le BEI ne représente pas l'ensemble des investissements publics, mais la part financée par les recettes propres de l'Etat. L'essentiel des investissements publics étant financés par l'emprunt et l'aide extérieurs dont les montants, bien qu'importants, n'apparaissent pas au BEI.

Néanmoins, le BEI étant le budget orienté vers les différents investissements publics; il renseigne la volonté des pouvoirs à participer aux efforts de développement socio-économique du pays. Nous pouvons dire qu'au Burundi, les plans de développement économique et social basés sur l'investissement public restent tributaires de la volonté des bailleurs de fonds et des donateurs. Leur comportement souvent imprévisible, déterminera l'investissement public qui représente plus de 80% de l'investissement total et portant la part de l'Etat dans la promotion de la croissance économique.

II.3. Le rôle des investissements dans la production nationale

La croissance économique s'exprime par le taux de croissance du produit intérieur brut et représente le résultat de l'activité économique des unités de production du pays. Son évolution est étroitement liée à celle des investissements, des finances de l'Etat et de la situation de la balance des paiements. Il y a interaction entre progrès technique et formation de capital et cette interaction apparaît mieux encore si on élargit « la formation de capital » au-delà d'une perspective déterminée par la théorie de la firme.[18]

[18] Jacqueline FAU, Le processus productif national ; Paris, Cujas, 1986.

Au plan macroéconomique, on ne parle d'investissement que quand il y a création des biens capitaux neufs car c'est seulement dans ce cas qu'il y a création d'emplois nouveaux et de production supplémentaire. Cette création de biens capitaux nouveaux représente l'investissement brut ou formation brute de capital. Selon les nouvelles approches de la croissance dont les initiateurs semblent bien avoir été Romer (1986) et Lucas (1988), les dépenses publiques d'investissement entendu au sens large (c'est-à-dire incluant l'investissement en capital humain) sont porteuses d'externalités positives sur les possibilités de production et, par extension, sur la croissance à long terme.

Lorsqu'on examine l'effet d'ensemble de l'investissement sur les combinaisons productives, on s'aperçoit que la distinction est moins nette. L'investissement a le plus souvent des effets liés en raison de la manière dont il modifie les processus. Le volume global d'investissement joue en effet un rôle stratégique car il permet des modifications de la structure productive par la simple introduction des biens nouveaux, même « équivalents » sur le plan stratégique aux biens qu'ils ont destinés à remplacer.

L'investissement brut va donc modifier la structure du capital et l'analyse des données à long terme de la croissance, révèle les tendances significatives dans l'évolution de cette structure. Ces tendances permettent d'expliquer en partie son efficacité.

Néanmoins, cette influence positive des investissements sur les niveaux de production nationale (croissance de production nationale) peut être observée quand ces investissements sont affectés dans les secteurs productifs. Il faut aussi signaler que dans les pays moins avancés, l'analyse coût-avantage n'est pas mise en avant ce qui fait que l'on observe l'improductivité des dépenses d'investissement due à une mauvaise affectation de ressources.[19]

Le but d'un investissement est d'assurer la croissance d'une manière directe ou indirecte.[20] Mais dans les sociétés où la pauvreté est généralisée comme celle des pays moins avancés, cette pauvreté est en elle-même un obstacle important à la croissance économique. Cet obstacle se manifeste notamment par les incidences négatives de la pauvreté généralisée sur les ressources intérieures disponibles pour le financement de l'investissement et de biens collectifs, y compris la gouvernance.

Avec les ressources intérieures aussi limitées, il est difficile de financer de nouveaux investissements, et la vulnérabilité économique est d'autant plus élevée que les ressources intérieures sont suffisantes pour faire face aux

[19] Malcolm GILLS et al : Economie du développement, Paris Dunod, 1998, p 128.
[20] Michel REFAIT : Epargne et investissement, p 35.

conséquences des aléas climatiques et de chocs extérieurs. Enfin, les ressources manquent pour le financement des biens et services publics, y compris l'administration, le maintien de l'ordre et l'ensemble du système de gouvernance.[21]

Pour le cas du Burundi, des investissements connaissent un certain nombre de difficultés. En effet, leur niveau est bas. Aussi, ils disposent d'un financement dépendant en grande partie de l'extérieur et ils fluctuent énormément. Nous allons voir de ce qui suit, la part de l'Etat dans le financement de ses investissements et l'évolution de ces derniers dans le temps.

II.4. La part de l'Etat dans le financement des investissements au Burundi

Certaines économies, surtout celles des pays moins avancés, ne disposent pas encore d'un secteur privé financièrement développé pour participer aux activités d'investissement de grande importance. Cela étant, il revient au secteur public de prendre en charge le financement de beaucoup de projets d'investissement pour stimuler l'activité économique. Cela se remarque particulièrement lors des investissements en infrastructures socio-économiques comme les routes, les écoles, les hôpitaux, les télécommunications, la distribution d'eau et d'électricité, etc…

Pour le cas du Burundi, le constat est que la part du secteur public dans les investissements bruts globaux est dominante. En effet, sur toute la période sous l'étude, les investissements publics restent toujours supérieurs aux investissements privés. C'est ce qu'illustre le tableau qui va suivre :

[21] PNUD Rapport 2004 Pays moins avancés : Commerce international et réduction de la pauvreté.

Tableau n°2 : Evolution des investissements bruts par agent de 1980 à 2003 (en millions de FBU)

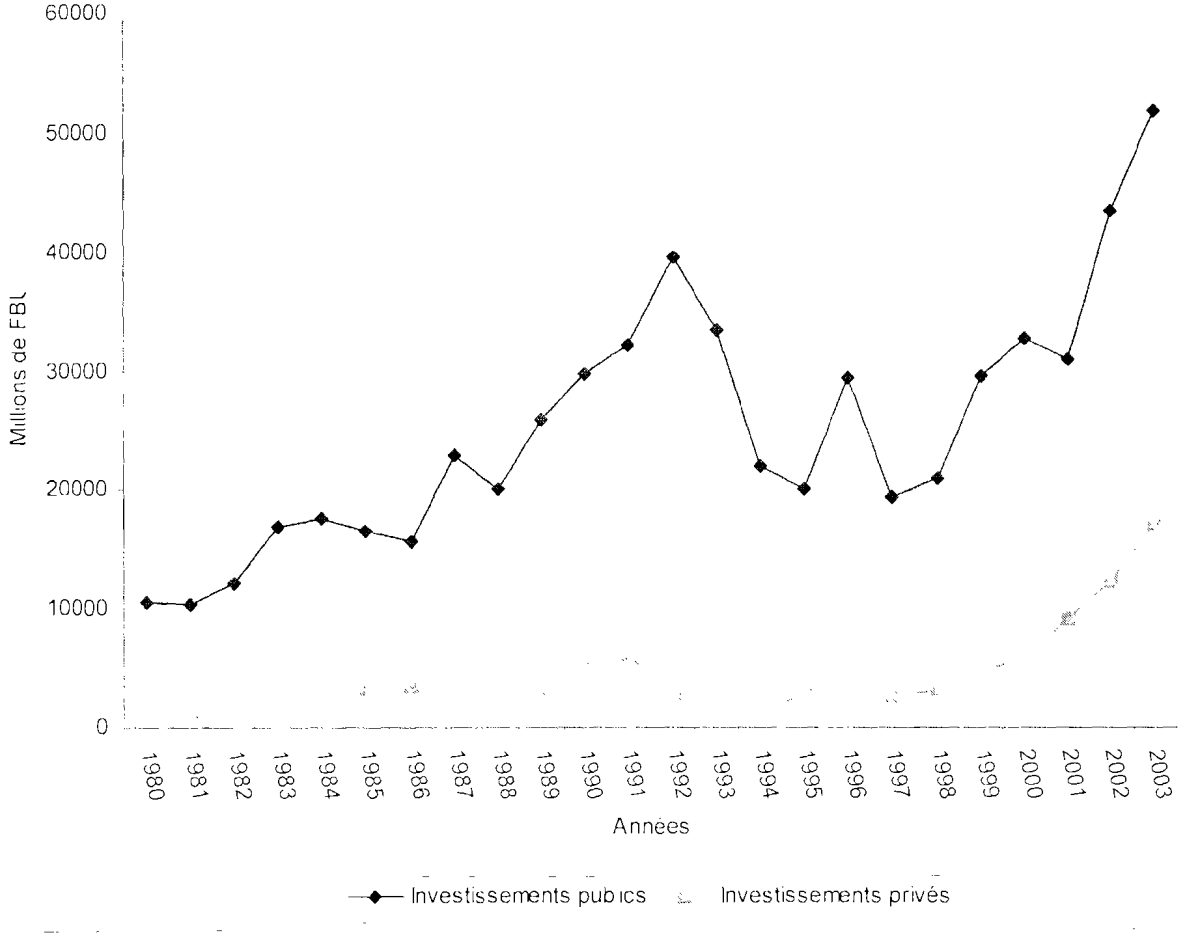
Année	(1)Investissements Publics				(2)Investissements Privés			(3)Total	(1)/(3)	(2)/(3)
	Montant	Variation en %	En % des dépenses publiques totales	% du PIB	Montant	Variation en %	En % du PIB			
1980	10568.5	-	75.76	12.21	924.7	-	1.07	11493.2	91.95	8.05
1981	10407.6	-1.52	67.20	11.68	1424.7	53.92	1.59	11830.9	87.97	12.03
1982	12097.4	16.24	77.01	13.16	1702.3	19.60	1.85	13799.7	87.66	12.34
1983	16939.8	40.03	99.74	16.87	2500.2	46.87	2.49	19440.0	87.14	12.86
1984	17599.1	3.89	91.03	14.76	3185.0	27.39	2.67	20784.1	84.68	15.32
1985	16481.4	-6.35	69.81	12.67	3372.3	5.88	2.59	19853.7	83.01	16.99
1986	15627.7	-5.18	63.98	11.39	3553.0	5.36	2.58	19180.7	81.48	18.52
1987	22937.2	46.77	98.31	16.44	6218.3	75.02	4.45	29155.5	78.68	21.33
1988	20125.1	-12.26	65.56	13.24	2542.3	-59.12	1.67	22667.4	88.78	11.22
1989	25938.0	28.88	72.61	14.86	3341.0	31.42	1.91	29279.0	88.59	11.41
1990	29734.0	14.63	76.99	15.72	5259.0	57.41	2.78	34993.0	84.97	15.03
1991	32117.7	8.02	76.65	15.29	6189.4	17.69	2.94	38307.1	83.84	16.16
1992	39522.8	23.06	81.24	16.91	2323.4	-62.46	0.99	41846.2	94.45	5.55
1993	33384.3	-15.53	67.07	14.22	1564.7	-32.65	0.66	34949.0	95.52	4.48
1994	21973.0	-34.18	46.57	7.66	1494.5	-4.49	0.52	23467.5	93.63	6.37
1995	20000.0	-8.98	29.61	6.45	2814.0	88.29	0.91	22814	87.63	11.33
1996	29440.5	47.20	37.45	11.09	1482.6	-47.31	0.40	30923.1	95.21	4.79
1997	19338.4	-34.31	18.76	5.58	2637.1	77.87	0.76	21975.5	88.00	12.00
1998	20880.0	7.97	17.79	5.16	3120.0	18.31	0.77	24000	77.00	13.00
1999	29510.0	41.33	21.10	6.47	4804.0	53.97	1.05	34314	86.00	14.00
2000	32682.2	10.75	17.91	6.39	5882.0	22.44	1.15	38564.2	84.75	15025
2001	30900.0	-5.33	13.06	5.61	9100.0	55.27	1.65	40100	77.21	22.79
2002	43433.0	40.55	16.35	7.42	12354.0	35.75	2.11	55787	77.85	22.14
2003	51980.0	19.67	17.75	8.06	17100.0	38.42	2.65	69080	75.25	24.75
Moyenne			54.972	11.221					86.31	13.69

Source : BRB : Rapports annuels et bulletins mensuels 1990-2004
MPDR : Economie burundaise : 1990-2000
Nos calculs pour les pourcentages

De ce tableau, il ressort que l'Etat ou le secteur public est l'investisseur le plus important dans l'économie burundaise. En effet, bien que les investissements publics tout comme d'ailleurs celui des investissements privés, aient connu des fluctuations ; leur niveau reste toujours de loin supérieur à celui des investissements privés. Sur toute la période, la part moyenne annuelle des investissements publics dans les investissements bruts globaux a été de 86,31% contre 13,69% pour les investissements privés.

En somme, nous remarquons une suprématie des investissements publics sur les investissements privés ; ce qui atteste une fois l'importance du secteur public dans l'économie nationale.

Graphique n°3: Evolution des investissements bruts par agents



Source : Etabli à partir du tableau n°2

En analysant ce graphique, nous voyons que dans les pays moins avancés comme le Burundi en particulier, les investissements publics sont beaucoup plus pondérés par rapport aux investissements privés. Ceci peut être expliqué par le fait que les pays moins avancés sont caractérisés par une instabilité de leurs institutions.

A cet effet, les opportunités d'investissement pour le secteur privé sont très réduites et cela empêche que ce secteur puisse se développer ; ce qui explique le gros des investissements publics dans ces pays.
Au Burundi, nous voyons que jusque l'année 1992, nous observons une allure croissante des investissements publics. Avec l'année 1993, le niveau a chuté jusqu'à l'année 1995 à cause de la crise socio-économique. Puis ils ont continué à croître. Entre l'année 1996-1997, il y'a eu décélération des investissements publics à cause de l'embargo imposé par les pays voisins. Dès 1998, ils ont repris leur croissance.

Quant aux investissements privés, nous voyons qu'ils ont gardé une croissance légère à cause des problèmes soulignés ci-dessus. Donc dans les pays moins avancés, le secteur privé n'est pas très développé pour substituer le secteur public en matière de gros investissements.

Section III : Relation entre les dépenses publiques et l'investissement : une analyse empirique.

D'aucuns pourraient s'interroger quant à l'importance de recourir à l'analyse empirique pour valider l'une ou l'autre hypothèse en matière d'une science sociale comme l'économie alors que de telles pratiques sont mutuellement reconnues par les sciences naturelles comme la physique ou la chimie.

Cependant, l'une des caractéristiques des économistes est la divergence de leurs points de vue sur la manière dont l'économie fonctionne ou devrait fonctionner. C'est ainsi que l'économétrie tente de quantifier les processus économiques à l'aide des évidences chiffrées qui peuvent servir de base dans la prévision des résultats économiques futurs.

La théorie économique est parfois utilisée pour prédire des résultats tandis que l'économétrie offre une estimation quantitative des résultats et fournit une technique pour maintenir les autres variables constantes.

Notre démarche va consister à mener des tests de causalité ou d'exogénéité pour déterminer laquelle des variables est exogène à l'autre (variable qui cause une autre). Cette section consistera à vérifier, de façon

empirique, la relation de cause à effet entre les dépenses publiques et l'investissement pour le cas du Burundi. Nous allons analyser s'il y a une relation de causalité entre ces variables.

III.1. Notion théorique sur la causalité

III.1.1. Définition de la causalité

La science économique étant une science sociale qui évolue avec le temps (c'est-à-dire n'étant pas une science exacte), peu de faits ou de lois sont certains. Pour cela, il est donc raisonnable de penser à réduire les incertitudes dans cette science.

L'analyse de la causalité joue un rôle primordial. C'est dans le sens que KEZA Rémy [22] stipule que la science économique ne peut ignorer la causalité, du fait que le rôle de l'économiste s'inscrit fondamentalement dans le présent. C'est en considérant en effet le passé qu'il peut collecter les observations utiles à une théorisation des faits qui lui permet d'opérer des projections dans l'avenir et de contribuer ainsi à des prises de décisions présentes.

Dans ce cas, la connaissance du passé est utile dans la mesure où la simple observation des faits est dépassée et dans le cas où elle permettrait de s'interroger sur les causes de ces événements afin de prendre des décisions y relatives.

Pour définir la causalité, GRANGER (1969) part du principe que le futur ne peut pas causer le passé. La causalité est possible uniquement quand le passé cause le présent ou le futur. Pour des séries temporelles, GRANGER note que les mouvements à travers le temps fournissent une réponse naturelle à ces interrogations. Ainsi, il définit la causalité entre deux variables par leur capacité prédictible à travers le temps[23].

Au sens de GRANGER, une série cause une autre série si la connaissance du passé de l'une (la première) améliore la prédictibilité de l'autre (la seconde). De façon spécifique, une variable X cause une variable Y dans le sens défini par GRANGER si une série d'information concernant les variables passées de X permet de mieux prédire Y que ne le fait les valeurs passées de Y.

---

[22] KEZA R., De la causalité entre les dépôts bancaires et le crédit intérieur au Burundi : une analyse empirique 1980. I-1999.IV Mémoire ESEA, Bujumbura, 2002, p 40.

[23] NDENZAKO J., De la causalité entre la masse monétaire et l'inflation : une investigation économétrique, 1980-I-1995-IV, in RIDEC, vol.2 N°1, Mars, 1998, p 50.

En d'autres termes, la variable X est la cause de Y si la prédictibilité de Y est améliorée lorsque l'information relative aux valeurs passées de X est utilisée dans l'analyse. De même, la définition de la causalité de Y sur X est similaire : une variable Y est la cause d'une autre variable X si X est mieux prédit en utilisant les valeurs passées de Y qu'en ne les utilisant pas.

Mathématiquement, on peut illustrer la définition de causalité au sens de GRANGER, comme suit :

$$X_t = C + \sum_{j=1}^{n} \beta_j X_{t-j} + \sum_{j=1}^{m} e_j Y_{t-j} + U_t$$

$$Y_t = \acute{C} + \sum_{j=1}^{m} \beta_j Y_{t-j} + \sum_{j=1}^{n} \acute{e}_j X_{t-j} + \acute{U}_t$$

Nous avons les définitions suivantes de la causalité et de la non causalité :
(i) X cause Y si $\delta^2 (Y_t/X_{t-i},Y_{t-i}) < \delta^2 (Y_t/Y_{t-i})$.

En d'autres termes, X cause Y lorsque la prédictibilité de Y est améliorée par l'intégration des valeurs passées de X dans la prédiction de Y comparativement à l'utilisation des seules valeurs passées de Y.
(ii) X cause Y et Y cause X si $\delta^2 (Y_t/X_{t-i},X_{t-i}) < \delta^2 (Y_t/Y_{t-i})$ et
$\delta^2 (X_t/X_{t-i},Y_{t-i}) < \delta^2 (X_t/X_{t-i})$.
Cette causalité dans les deux sens est appelée causalité bidirectionnelle ou feed-back. On parle aussi de boucle rétroactive.

(iii) X est indépendant de Y et Y est indépendant de X si

$\delta^2 (X_t/X_{t-i},Y_{t-i},Y_t) = \delta^2 (X_t/X_{t-i},Y_{t-i}) = \delta^2 (X_t/X_{t-i})$, et
$\delta^2 (Y_t/Y_{t-i}, X_t/X_t) - \delta^2 (Y_t/Y_{t-i},X_{t-i}) = \delta^2 (Y_t/Y_{t-i})$
Cela veut dire qu'il y a indépendance entre X et Y.

III.1.2. Classification et caractérisation pour le cas de deux variables

En admettant uniquement la notion de causalité impliquant la prise de compte des valeurs passées d'une variable dans la prédiction d'une autre variable et en définissant la causalité de X sur Y de la même façon que celle Y sur X, il en découle plusieurs possibilités.

L'analyse de causalité entre variables X et Y faite dans un sens implique quatre possibilités : - la causalité dans le sens de X sur Y.

(i) soit X cause Y,
(ii) soit X ne cause pas Y.
- la causalité de Y sur X.
(iii) soit Y cause X,
(iv) soit Y ne cause pas X.

L'analyse de la causalité dans les deux sens implique trois possibilités :

(i) soit X cause Y ou Y cause X, c'est-à-dire l'existence d'une causalité dans un seul sens.
(ii) Soit X cause Y et Y cause X, c'est-à-dire l'existence d'une causalité dans les deux sens.
(iii) Soit X ne cause pas Y et Y ne cause pas X, c'est-à-dire l'absence de causalité dans les deux sens.

De façon plus explicite, une classification plus complète comporte quatre cas de figure :
(i) X ne cause pas Y et Y ne cause pas X, cela veut dire que X et Y sont indépendants,
(ii) X cause Y et Y cause X,
(iii) Y cause X,
(iv) X cause Y.

D'autres terminologies qui sont acceptées : quand X cause Y, la variable Y est dite endogène par rapport à X. Lorsqu'en plus Y ne cause pas X, X est qualifié de variable exogène par rapport à Y. Inversement, quand Y cause X, la variable X est dite endogène par rapport Y, et si de plus X ne cause pas Y, Y est qualifié d'exogène par rapport à X. Cette causalité ainsi mise en évidence est qualifiée d'unidirectionnelle.

Quand X cause Y et Y cause X, les deux variables sont dites endogènes (cas de feed-back). Cette causalité est, quant à elle, qualifiée de bidirectionnelle.

III.1.3. Démarche pour la conduite du test de causalité au sens de GRANGER

Pour deux séries chronologiques X et Y, la méthode consiste à régresser la série X sur ses propres valeurs passées et celles de la série Y également passées. Deux régressions sont donc effectuées pour tester la causalité de la variable X sur Y et vice-versa[24].

[24] KEZA R., op. cit, p 43

III.1.3.1. Test de stationnarité de DICKEY-FULLER

Le test de stationnarité de DICKEY-FULLER[25] vise à détecter la présence de racine unitaire dans le processus générateur d'une série. Il s'agit de tester l'existence de la stationnarité des séries en niveau selon les trois modèles suivants :

1) $X_t = \Phi_1 X_{t-1} + C_t$: modèle auto régressif d'ordre 1
2) $X_t = \Phi_1 X_{t-1} + c + C_t$: modèle auto régressif avec constante
3) $X_t = \Phi_1 X_{t-1} + bt + c + C_t$: modèle auto régressif avec tendance.

Si parmi ces modèles il n'y a aucun qui présente une stationnarité, on teste la stationnarité des séries en différences premières, secondes, jusqu'à ce qu'on arrive à une série stationnaire. Cette étape se réalise, elle aussi suivant trois modèles :

4) $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{i=2}^{p} \Phi_i \Delta X_{t-i+1} + C_t$

5) $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{i=2}^{p} \Phi_i \Delta X_{t-i+1} + c + C_t$

6) $\Delta X_t = \rho X_{t-1} - \sum_{i=2}^{p} \Phi_i \Delta X_{t-i+1} + c + bt + C_t$

où : ΔX_t = termes en différences premières de la variable X_t
c = la constante pour rendre compte le processus DS (difference stationnary)
p = longueur de retard sur les termes en différences premières choisie de façon que le terme d'erreur C_t soit bruit blanc.
t = variable de tendance (t = 1,2,.....k) dont on teste son coefficient
b = pour traduire processus TS (Trend stationnary)
t-j = l'indice de la variable en différence
C_t = terme d'erreur.

Si p = 0, ce test est dit DICKEY-FULLER simple et si p > 0, ce test est dit DICKEY-FULLER augmenté (ADF : Augmented Dickey-Fuller). La prise de décision en matière de stationnarité, est basée sur la comparaison de la statistique d'ADF calculée (ADFt-stat.) à la valeur critique au seuil de signification choisi (généralement 5%).
→ Si ADFt-stat < à la valeur critique, on rejette H0, la série Xt ne présente pas de racine unitaire, elle est par conséquent stationnaire en niveau. On dit que Xt est intégré d'ordre 0.

---

[25] DICKEY D., et FULLER W., Likelihood ratio statistics for autoregressive time series with unit root, Econometria, vol.49 N 4, 1981.

→ Si ADFt-stat > à la valeur, on accepte H0 la série Xt présente au moins une racine unitaire, elle est donc non stationnaire en niveau

On procède de la même façon jusqu'à déterminer l'ordre exact d'intégration de la série.

III.1.3.2. Test de stationnarité de Philipps et de Perron (PP-test)

Ce test est construit sur une correction non paramétrique de statistiques de DICKEY-FULLER pour prendre en compte des erreurs liées au non respect des hypothèses sur les perturbations c'est-à-dire prendre en compte des erreurs hétéroscédastiques. Philipps et de Perron (1988) ont mis en place dans un test autorisant les termes de moyennes mobiles d'hétéroscédasticité dans les termes d'erreur. Ce test se déroule de la manière suivante :

i) On estime par les moindres carrées ordinaires (MCO) le modèle suivant :

$Y_t = b_0 + b_1(t-n/2) + ß_2\ Y_{t-1} + e_t$

avec t = variable de tendance et variant de 1 à n

n = nombre d'observations.

ii) On calcule ensuite la statistique Σ qui prend en compte le cas où les erreurs ne sont pas indépendamment et identiquement distribuées (i.i.d.) et ;

iii)qui est représenté par l'égalité suivante :

$Z=t(s_0/s_p)\ (s_1^2 - s_n^2)[n3/4sp\sqrt{3\Lambda D(x)}\ ]$

Où t : la statistique de student

s^2 : la variable résiduelle

D(x) : déterminants de YY' où Y est la matrice des variables explicatives du modèle.

$$S_p = \left(\sum_{t=1}^{n} \hat{e}_{2t} + 2\sum_{t=1} w_{ip} \sum \hat{e}_t\ \hat{e}_{t-1}\right)/n$$

Avec $w_{ip}=1-i/(p+1)$

iv) On formule enfin les hypothèses de stationnarité, de non stationnarité et les règles de décision d'acception ou de rejet de l'hypothèse nulle comme pour le test d'ADF. La règle de décision est la suivante :

Si la valeur de PP-test est inférieure (ou supérieure en valeur absolue) à la valeur critique, la série est stationnaire.

Si la valeur de PP-test est supérieure (ou inférieure en valeur absolue) à la valeur critique, on accepte l'hypothèse de non stationnarité.

III.1.3.3. Détermination du nombre de retards

Selon Régis BOURBONNAIS[26], la méthode la plus utilisée pour déterminer le nombre de retards est le critère d'AKAÏKE (AIC : Akaïke Information Criterion) qui consiste à ne retenir comme valeur h (nombre de retards) celle qui minimise la fonction d'AKAÏKE et est donnée par la formule suivante :

AIC(h) =ln(SCRh/n+2h/n).

$Y_t=f(X_{t-i},Y_{t-i});(i=1,2,\ldots\ldots j)$

Les équations du modèle se présentent comme suit:

$$Y_t= a +\sum_{i=1}^{m} \alpha_i Y_{t-i}+\sum_{i=1}^{k} \beta_i X_{t-i}+\mu_t$$

$$X_t= b+\sum_{i=1}^{m} \delta_i X_{t-i}+\sum_{i=1}^{k} \varphi_i Y_{t-i}+\varepsilon_t$$

μ_t et ε_t sont des termes d'erreur

$\mu_i,\beta_i,\delta_i,\varphi_i$ sont des paramètres à estimer et sont choisis de telle manière que l'erreur de prédiction soit minimale.

Ces équations (1) et (2) expriment la régression de la variable Yt et Xt sur les valeurs passées de Y et X.

En d'autres termes, en vue de tester si X cause Y, Y est régressée sur les variables passées de Y et les variables passées de X (modèle non contraint voir équation (1)) et une autre régression de Y sur les valeurs passées seulement est effectuée (modèle contraint) représentée par l'équation ci-après :

$$Y_t = a + X_{t-1} + \mu_t$$

De la même façon, pour tester si la variable Y cause la variable X, X est régressée sur ses propres valeurs passées et les valeurs passées de Y (modèle non contraint, voir équation (2)). Ensuite, X est régressée sur ses valeurs passées uniquement (modèle contraint) comme nous le montre l'équation suivante :

$$X_t = b + \sum_{i=1}^{k} \varphi_i Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

III.1.3.4. Tests d'hypothèses

(i) Formulation des hypothèses.

Cette étape consiste à formuler l'hypothèse de nullité des coefficients de la variable à tester.

Nous reprenons les équations (1) et (2) et nous formulons les hypothèses nulles et alternatives pour chaque cas.

---

[26] BOURBONNAIS R. Econométrie : cours et exercices corrigés . Paris :DUNOD. 1993 :p 195-196

$$Y_t = a + \sum_{i=1}^{m} \alpha_i Y_{t-i} + \sum_{i=1}^{k} \beta_i X_{t-i} + \mu_t$$

$$X_t = b + \sum_{i=1}^{m} \delta_i X_{t-i} + \sum_{i=1}^{k} \varphi_i Y_{t-i} + \varepsilon_t$$

(1) $H_o : \sum_{i=1}^{k} \beta_i = o$ X ne cause pas Y

$H_a : \sum_{i=1}^{k} \beta_i \neq o$ X cause Y

(2) $H_o : \sum_{i=1}^{k} \varphi = o$ Y ne cause pas X

$H_a : \sum_{i=1}^{k} \varphi_i \neq o$ Y cause X

L'hypothèse alternative H_a signifie que X cause Y, il faut qu'au moins un coefficient soit différent de zéro.
De même l'hypothèse alternative H_a signifie que pour que Y cause X, il faut qu'au moins un coefficient soit différent de zéro.

(ii) Règles de décision

La prise de décision est basée sur le test de causalité de FISHER-SNEDECOR. Après avoir fixé le seuil de signification, on détermine la valeur théorique de FISHER selon la formule suivante : F_α (1,n-k)
Où n = nombres d'observations inclues
K = nombres de variables explicatives de la régression
L = nombres de restrictions faites

(iii) Calcul du Fisher empirique.

La valeur du Fisher empirique est déterminée par formule suivante :

$$F\ [l, (n-k)] = \frac{(SCR_c - SCRnc)\ l}{SCRnc\ (n-k)}$$

SCRc = Somme des Carrés des Résidus du modèle contraint
SCRnc = Somme des Carrés des Résidus du modèle non contraint

(iv) Critères de décision

Sous l'hypothèse nulle, la prise de décision consiste à faire une comparaison entre la valeur statistique de Fisher empirique (calculée), immédiatement donnée par la machine dans le logiciel EVIEWS et la valeur

critique (théorique) lue dans les tables compte tenu du seuil de signification (généralement) de 5% et des degrés s'y rapportent.

En effet, si Fstat < Ftable, l'hypothèse nulle est acceptée. Dans ce cas, il y a présomption de la causalité ou de non causalité.
Si, en outre, Fstat > Ftable, l'hypothèse nulle est rejetée.
Concrètement, le test de causalité de GRANGER peut aboutir à l'une des quatre situations :

Si H_0 et H'_0 sont toutes acceptées, Y et X sont indépendantes.
(aucune causalité n'est détectée)
Si H_0 est acceptée et H'_0 rejetée, Y est exogène à X, il y a causalité unidirectionnelle de Y vers X.
Si H_0 est rejetée et H'_0 acceptée, X est exogène à Y, il y a causalité unidirectionnelle de X vers Y.
Si H_0 et H'_0 sont rejetées, il y a causalité bidirectionnelle de Y vers X et de X vers Y (feed-back ou boucle rétroactive).

III.1.4. Présentation des données pour la première régression

Les données utilisées concernent uniquement le Burundi et sont colletées auprès de la BRB, de l'ISTEEBU et au Ministère des Finances. Elles couvrent la période de 1980 à 2003, soit 24 observations au total. Dans cette analyse empirique, nous avons mis en jeu quatre variables.
Ces données sont constituées par les dépenses publiques (DP), d'une part et, d'autre part les autres variables macroéconomiques tels que :
LDC : Logarithme des dépenses courantes
LIG : Logarithme des investissements publics
LIV : Logarithme des investissements privés

Dans ce genre de test de causalité, il est recommandé de tester d'abord la stationnarité des séries pour éviter de fausses régressions (des régressions fallacieuses).

III.2. Analyse des résultats empiriques

III.2.1 Analyse de la stationnarité des séries

Les résultats de ces tests sont représentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°3 : Résultat des tests de stationnarité.

	Variables en niveau			Variables en différences premières		
	ADF	PP	Stationnaire oui ou non ?	ADF	PP	Stationnaire oui ou non ?
LDP	C = 1,430 Vc = -3,00	C = 1,83 Vc = -2,99	Non	C = -3,53 Vc = -3,01	C = -4,40 Vc = -3,00	Oui
	Ct = -1,451 Vc = -3,63	Ct = -1,34 Vc = -3,62	Non	Ct = -4,25 Vc = -3,64	Ct = -5,06 Vc = -3,63	Oui
LDC	C = 0,88 Vc = -3,00	C = 1,23 Vc = -2,99	Non	C = -3,02 Vc = -3,01	C = -3,63 Vc = -3,00	Oui
	Ct = -1,72 Vc = -3,63	Ct = -1,45 Vc = -3,62	Non	Ct = -3,29 Vc = -3,64	Ct = -3,69 Vc = -3,63	Oui
LIG	C = -1,47 Vc = -3,00	C = -1,13 Vc = -2,99	Non	C = -4,19 Vc = -3,01	C = -5,12 Vc = -3,00	Oui
	Ct = -2,27 Vc= -3,63	Ct = -2,14 Vc = -3,62	Non	Ct = -4,05 Vc = -3,64	Ct = -4,98 Vc = -3,63	Oui
LIV	C = -0,84 Vc = -3,00	C = -1,27 Vc = -2,99	Non	C = -3,22 Vc = -3,01	C = -5,10 Vc = -3,00	Oui
	Ct = -1,28 Vc = -3,63	Ct = -1,75 Vc = -3,62	Non	Ct = -3,21 Vc = -3,64	Ct = -5,04 Vc = -3,63	Oui

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des résultats des tests de stationnarité.
C : avec constante
Ct : avec constante et tendance
Vc : valeur critique.

Concernant les variables en niveau ; ce tableau nous montre que toutes les séries ne sont pas stationnaires. Puisque leurs valeurs d'ADF & PP sont supérieures aux valeurs critiques respectives au seuil de signification de 5%. Ces séries non stationnaires sont donc transformées en différences premières. Pour les variables en différences premières ce tableau nous fait remarquer que toutes les variables transformées c'est-à-dire : DP, DC, IG, IV sont toutes stationnaires.

Elles sont donc intégrées d'ordre 1. Il nous montre également que les valeurs d'ADF & PP de ces séries transformées en différences premières sont toutes inférieures aux valeurs critiques au seuil de signification de 5%.

Signalons à cet effet que, les différentes valeurs d'ADF & PP et les valeurs critiques sont obtenues à l'aide du logiciel EVIEWS. En somme, toutes ces séries sont stationnaires en différences premières (I(1)).

III.2.2. Analyse de la causalité

Le modèle de GRANGER procède par estimation de deux équations pour chaque couple de variables. Le modèle de prédiction de GRANGER est spécifié sous forme linéaire comme suit :

$$LX_{jt} = a + \sum_{i=1}^{n} \alpha_i LX_{jt-i} + \sum_{i=1}^{n} \beta_i LY_{pt-i} + \varepsilon_t$$

$$LY_{pt} = b + \sum_{i=1}^{n} \delta_i LY_{pt-i} + \sum_{i=1}^{m} \lambda_i LX_{jt-i} + \varepsilon_t$$

Les indices j et p représentent la catégorie de variable retenue

Tableau n°4: Résultats des tests de causalité entre les dépenses publiques et les variables de la première régression.

Sens de causalité	Hypothèse nulle	Décalage	Observation	F. stat	Probabilité	Décision statistique
LDC → LDP	DC ne cause pas DP	1	23	0.221	0.650	H0 acceptée. DC ne cause pas DP
LDP → LDC	DP ne cause pas DC	1	23	8.299	0.009	H0 rejetée. DP cause DC
LIG → LDP	IG ne cause pas DP	1	23	0.061	0.805	H0 acceptée. IG ne cause pas DP
LDP → LIG	DP ne cause pas IG	1	23	4.239	0.052	H0 acceptée. DP ne cause pas IG
LDP → LIV	DP ne cause pas IV	1	23	0.086	0.772	H0 acceptée. DP ne cause pas IV
LIV → LDP	IV ne cause pas DP	1	23	2.630	0.120	H0 acceptée. IV ne cause pas DP

Source : Etabli par l'auteur à partir des résultats de la régression.

Commentaire des résultas de GRANGER

Les résultats de la causalité de GRANGER nous permettent de détecter des liens de causalité entre les dépenses publiques et autres variables de la régression. En analysant ce tableau, il nous permet de constater qu'il existe des liens de causalité dans un seul et des cas d'absence de causalité.

Sur les 6 régressions effectuées, une seulement a montré qu'il existe un lien de causalité dans un seul sens. En effet nous remarquons sur ce tableau qu'au seuil de signification de 5%, les dépenses publiques causent les dépenses courantes. En d'autres termes l'évolution des dépenses courantes a subi une influence de l'évolution des dépenses publiques.

Nous constatons également que les dépenses publiques n'influencent pas l'investissement public au seuil de signification de 5%. Mais au seuil de signification de 5,2%, la relation de causalité est détectée entre les dépenses publiques et l'investissement public. A cet effet, on peut dire que les dépenses publiques influencent partiellement l'investissement public d'où on confirme partiellement notre première hypothèse.

Concernant la relation entre les dépenses publiques et l'investissement privé, aucune relation de causalité n'est signalée au seuil de signification de 5%.

Conclusion du chapitre

Au Burundi, l'intervention de l'Etat dans la vie économique est une réalité évidente. Comme nous l'avons souligné ci-dessus ; un pays qui veut un développement durable doit privilégier sa politique d'investissement. Mais nous voyons malheureusement que l'intervention de l'Etat à l'aide de ses dépenses n'a pas suivie la politique d'investissement public du moins pour la période sous l'étude (1980-2003). Cela a été confirmé par nos analyses empiriques. De ce fait, ces dernières nous ont conduit de confirmer partiellement notre première hypothèse ; qu'il y a de relation de causalité partielle entre les dépenses publiques et l'investissement public au Burundi.

Cependant, nous pensons que cette relation est partielle du fait que la structure des dépenses publiques est profondément déséquilibrée. En effet, les dépenses du BO ou de fonctionnement sont improductives et malheureusement prépondérantes alors que les dépenses du BEI ou dépenses d'investissement sont insignifiantes dans le budget de l'Etat malgré leurs effets positifs dans la croissance économique.

Finalement pour que dans l'économie burundaise, l'intervention de l'Etat ait un effet positif sur la croissance de long terme ; il faut une bonne politique d'investissement public répondant aux besoins de l'économie du pays. Et via ses dépenses, l'Etat espère améliorer son investissement public et rendre celui-ci profitable à la croissance économique.

Dans cette perspective, nous allons voir dans le chapitre qui suit les effets des dépenses publiques sur la croissance économique.

CHAP.III : LES EFFETS DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les dépenses publiques ont longtemps été considérées comme une destruction des richesses tirées de l'impôt sur les personnes physiques. L'Etat n'avait que des tâches administratives, militaires et n'effectuait aucune production.

Aujourd'hui, l'Etat n'a pas seulement des activités administratives ; l'exercice de ses attributions le conduit à intervenir dans le domaine de la production économique. Les pouvoirs publics représentent alors le secteur le mieux adapté pour influencer arbitrairement l'activité économique. Cela se fait à travers les recettes et les dépenses. La manipulation des dépenses publiques et des impôts constitue le principe de base de la politique budgétaire moderne pour modifier l'équilibre de l'économie.

C'est ainsi que durant ces dernières années, beaucoup de pays moins avancés ont connu une politique des dépenses publiques accélérée dépassant ainsi les recettes, ce qui a été identifié comme la plus importante source de déséquilibre.

Cependant, le poids de l'Etat dans une économie peut se mesurer par la part de ses dépenses publiques dans le PIB. Mais, une utilisation efficace des dépenses publiques exige une connaissance précise de leurs répercussions économiques. Ainsi, trois sections ont été développées. La première parle des dépenses publiques et croissance économique; la deuxième explique la croissance et les fluctuations économiques et la troisième analyse de façon empirique les relations existant entre les dépenses publiques et la croissance économique.

Section I: Les dépenses publiques et croissance économique

L'Etat, par ses dépenses publiques est un producteur important par l'intermédiaire des services qu'il offre, par les entreprises nationalisées, et par ses investissements massifs. Il exerce une grande influence sur la production globale du pays. La fiscalité lui permet d'orienter la production privée en favorisant par exemple, une branche d'activité par des détaxations ou des impositions légères. Le budget public lui permet de financer ses propres investissements qui sont moins soumis aux lois du marché et à l'obligation de rendement.

Selon la loi de WAGNER proposée de 1983[27], le développement économique s'accompagne d'une augmentation de la part des dépenses publiques à la fois à cause d'un besoin plus grand de régulation et d'une augmentation de la demande de services collectifs.

La question est de savoir si les dépenses publiques sont simplement un prélèvement ou si elles sont également créatrices de richesses. L'action la plus créatrice de richesse est sans aucun doute l'investissement. Notre problème est le lien qui unit ou désunit les dépenses publiques de la croissance au Burundi.

I. 1. Evolution de l'économie burundaise

Durant toute la période de notre étude, l'économie burundaise a suivi tantôt une évolution positive ou négative. Pour les années 1981 et 1982, nous observons une variation négative du taux de croissance du PIB car à cette période, l'économie mondiale souffrait les séquelles du choc pétrolier de 1979 et l'économie burundaise n'a pas échappé à cette crise.

Depuis 1988 jusqu'en 1992, il y a eu une évolution positive de l'économie burundaise ; sauf l'année 1987 où on enregistre un taux négatif (-5,04%). Cela peut être dû au fait que pendant cette période, le pays connaît la première phase des programmes d'ajustement structurel proposé par les institutions de Bretton Woods.

Pour l'année 1993 et la période suivie on enregistre un taux de croissance tantôt négatif ou tantôt positif suite à la crise socio-politique qui secoue le pays depuis octobre 1993, entraînant une instabilité des institutions et cela handicape les politiques de relance économique. Et cela comme résultat la chute de la production nationale.

---

[27] Bernard LANDAIS, Leçons de politique budgétaire, Université de Boeck, p 198.

Tableau n°5 : Evolution du PIB_{90} de 1980 à 2003 (en Millions de FBU)

Année	PIB_{90} (au prix constant)	Taux de croissance
1980	179077,0	-
1981	164668,4	-8,04
1982	160402,4	-2,59
1983	161894,5	0,93
1984	168151,2	3,86
1985	176979,2	5,25
1986	183424,2	3,64
1987	174166,0	-5,04
1988	181558,2	4,24
1989	186633,1	2,79
1990	189141,6	1,34
1991	192615,3	1,83
1992	206646,5	7,28
1993	187962,3	-9,04
1994	199684,9	6,23
1995	181153,5	-9,28
1996	122763,1	-32,23
1997	122037,8	-0,59
1998	126726,0	3,84
1999	138390,5	9,20
2000	124613,3	-9,95
2001	122955,5	-1,33
2002	132293,5	7,59
2003	127263,7	-3,80

Source : BRB : Rapports annuels : 1990-2004
MPDR : Economie burundaise 1990, 2000
Nos calculs pour les pourcentages

I.2. La part des dépenses publiques dans le PIBpm

Quand on cherche à évaluer le poids de l'Etat dans l'économie, c'est-à-dire le niveau d'investissement, on se trouve confronté à la part des dépenses publiques dans le PIB.

On peut caractériser celles-ci en les opposant aux dépenses privées. L'objet de ces dernières est la satisfaction des besoins personnels des individus, alors que l'objet des dépenses publiques est la satisfaction des besoins collectifs de la communauté ou plus exactement des besoins publics ; tels que (les besoins de sécurité, d'ordre, d'hygiène, d'éducation, d'équipement etc...). Ils s'imposent

par leur nécessité, et, leur satisfaction est dans une très large mesure indépendante du coût financier.

Cependant, cette évaluation rencontre pas mal de problèmes. Ainsi, la nature des satisfactions obtenues, qui se résout par l'utilisation d'un service, se prête difficilement à une évaluation précise de la dépense. On doit se borner à chiffrer la rémunération du personnel ou de la dépense du matériel, sans pouvoir obtenir par un véritable calcul économique un gain précis.

A partir de cette constatation, on peut donc considérer toutes les dépenses de la part de l'Etat comme un investissement dans l'économie nationale. Ainsi, le salaire d'un fonctionnaire peut être assimilé à l'investissement public du fait des services qu'il rend à la collectivité (par exemple le salaire d'un professeur est un investissement dans la formation du capital humain) au même titre que les dépenses d'infrastructures et d'équipements.

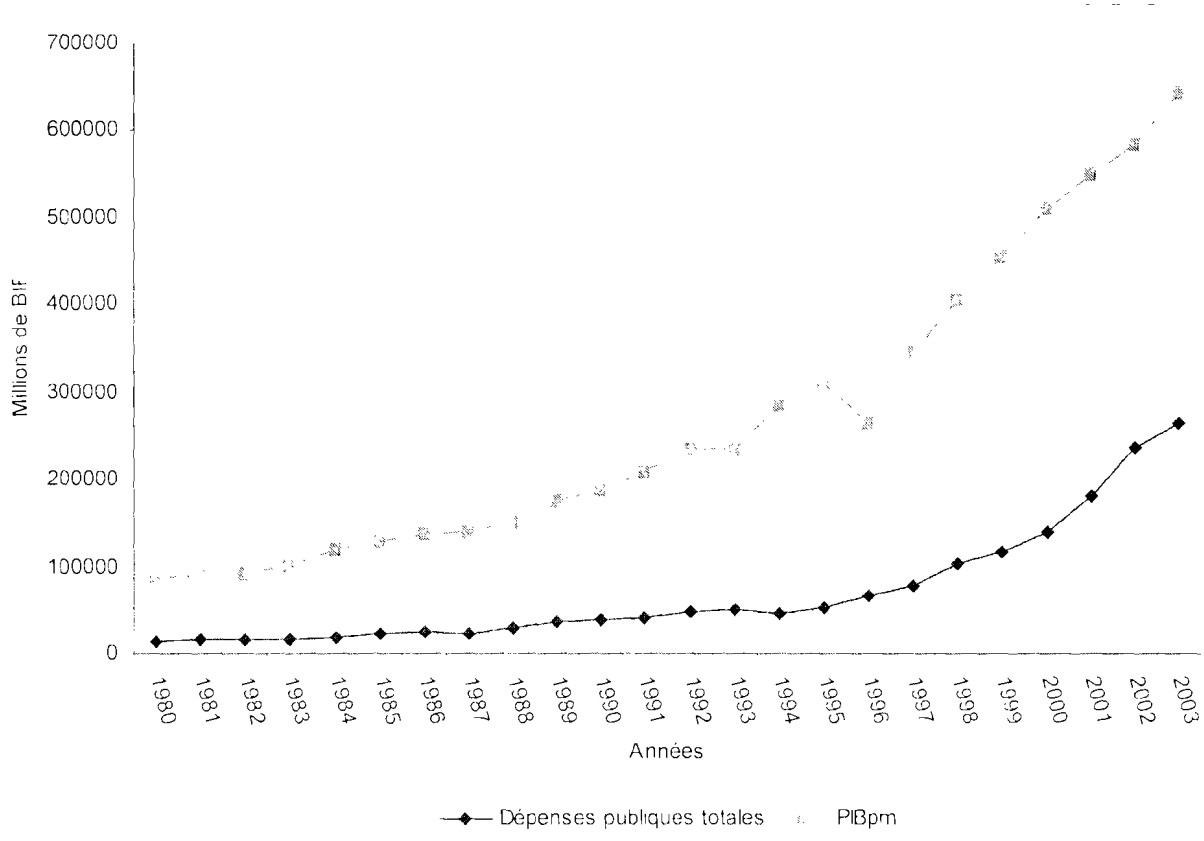
Cependant comme nous voyons que les finances publiques constituent un instrument privilégié des pouvoirs publiques, mesurer cette importance du rôle de l'Etat dans l'économie c'est entre autre rapporter l'ensemble de ses dépenses au PIB au prix du marché. Quant à elle, l'analyse de leur évolution permet de voir si l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie est allée croissant ou a progressivement régressé.

Tableau n°6 : Evolution des dépenses publiques et PIBpm de 1980 à 2003 (en Millions de FBU)

Année	Dépenses publiques totales	PIBpm	Dép. pub./PIBpm (%)
1980	13949,1	86494,2	16,12
1981	15487,2	89085,6	17,38
1982	15707,8	91910,6	17,09
1983	16983,1	100374,6	16,92
1984	19332,1	119219,2	16,21
1985	23606,6	130079,7	18,15
1986	24422,6	137201,3	17,80
1987	23331,7	139507	16,72
1988	30694	151964,2	20,19
1989	35718,2	174501,9	20,46
1990	38618,7	189141,6	20,42
1991	41900,4	209950,7	19,95
1992	48646,4	233717,2	20,81
1993	49775,2	234764,9	21,20
1994	47181,7	286547,8	16,46
1995	52275,7	309413,9	16,89
1996	67531,7	365413,9	18,48
1997	78598,1	346099,1	22,71
1998	103059,3	404382,8	25,48
1999	117305,8	455443	25,75
2000	139847,5	511039	27,36
2001	182422,8	549980	33,17
2002	236239,3	584605	40,41
2003	265542,3	644680	41,18

Source : BRB : Rapports annuels 1990-2004
ISTEEBU : Annuaires statistiques
Nos calculs pour les pourcentages.

Graphique n°4 : Evolution des dépenses publiques et du PIBpm



Source : Etabli à partir du tableau n°6

En analysant l'évolution des graphiques, nous voyons que tous les deux ont suivi une évolution légèrement croissante pour toute la période d'étude. Mais dès l'année 1996, le PIBpm a suivi une évolution en flèche. Entre 1995 et 1996, le PIBpm a chuté du fait que notre pays a subi l'embargo imposé par les pays voisins à cause des problèmes politiques au seins de ses institutions. Et comme le pays devrait exporter ses produits pour faire entrer ses devises, se voit priver ce commerce et les autres activités sont arrêtées au niveau du commerce interrégional d'où la chute de l'économie nationale.

Depuis 1996 jusqu'en 2003, nous observons une croissance de la part des dépenses publiques. Ceci peut être expliqué par le fait qu'à travers les investissements des administrations et des entreprises publiques, l'Etat est le premier investisseur au Burundi. Mais des ménages, les associations sans but lucratif et les entreprises privées investissent aussi.

C'est pour cela que les dépenses du BEI ne représentent qu'une faible part des investissements publics et une partie encore moindre du total des investissements du pays. Il faut néanmoins admettre que dans la situation du

Burundi, les investissements en infrastructures et dans les services sociaux constituent également une grande nécessité car l'importance prise par l'infrastructure s'explique par sa quasi-inexistence au départ et la difficulté de développer d'autres activités avant de disposer de voies de communications adéquates.

Section II. Croissance et fluctuations économiques

II.1: Dilemme de l'accroissement des dépenses publiques

Lorsqu'on souhaite augmenter les dépenses publiques dans le cadre d'une politique de relance économique, il est nécessaire de trouver un moyen de les financer[28]. Certains peuvent utiliser les excédents des ressources fiscales dégagées lors des années précédentes. Il semble difficile d'envisager une augmentation des dépenses publiques qui aurait pour conséquence d'aggraver le déficit.

Dans plusieurs pays moins avancés et le Burundi en particulier, ou la majorité de population dispose tout juste de quoi répondre à ses besoins fondamentaux, des répercussions importantes sur la conception des politiques de développement et d'organisation des dépenses publiques en particulier s'imposent.

Premièrement, dans les pays confrontés à cette pauvreté de masse, les dépenses publiques correspondant à un grand nombre de services sociaux doivent être sensiblement accrues, de manière concertée, si l'on veut qu'elles fassent notablement reculer la pauvreté. L'augmentation de ces dépenses dépasse généralement les capacités de financement de ces pays et nécessite l'intervention d'une aide étrangère.

Deuxièmement, les efforts consacrés à des services sociaux tels que la santé et l'éducation ne doivent conduire à négliger la croissance économique. Les mesures destinées à améliorer la santé et l'éducation dans les pays moins avancés contribuent aussi largement à stimuler la croissance, en particulier sur le long terme, lorsqu'elles sont combinées avec d'autres mesures génératrices de croissance.[29]

Toutefois, si les responsables politiques limitent la lutte contre la pauvreté à la redistribution des revenus ou au financement des services sociaux sans se soucier de la croissance économique, leurs efforts seront sans effet dans les pays en situation de pauvreté généralisée comme notre pays.

---

[28] Le mode de financement des dépenses publiques n'est pas développé dans notre travail

[29] Rapport PNUD 2004 sur les pays moins avancés p. 384.

II.2. Incidences d'une variation des achats publics sur le solde du budget

A priori on pourrait penser qu'un accroissement des achats publics induit une augmentation du déficit budgétaire (ou une diminution de son excédent) d'un montant équivalent à celui injecté par l'Etat.
Tel n'est pourtant pas le cas, car une augmentation des dépenses engendre un accroissement du revenu national égal à dy = k.dg

Une fraction de cet accroissement du revenu étant prélevée sous forme d'impôt les recettes fiscales progressent de t'k dg, la variation du solde du budget, désignée par dd sera donc de[30] :

dd = dg - dt

dd = dg - t'k dg.

$$dd = dg - \frac{t'}{1-c'(1-t')}\,dg = \left(1 - \frac{t'}{1-c'(1-t')}\right)dg.$$

La direction et l'importance de la variation du solde du budget consécutive à l'accroissement des dépenses publiques dépendent donc de la valeur de l'expression entre parenthèses. Or elle est comprise entre 0 et 1 si la valeur de la propension marginale à consommer et celle du taux marginal d'imposition sont inférieures à 1. Cela signifie qu'une augmentation des achats publics entraîne bien une aggravation du déficit budgétaire (ou une diminution de l'excédent), mais d'un montant inférieur à celui injecté par l'Etat.

Cette conclusion revêt un grand intérêt d'un point de vue politique car elle souligne que l'effet d'une politique de relance de l'économie au moyen d'un accroissement des achats publics n'est pas aussi néfaste pour l'évolution du solde du budget qu'un examen superficiel pourrait le laisser croire.

Cette analyse de l'incidence d'une variation des achats publics (ou du taux d'imposition) sur le solde du budget nous permet de mettre en évidence que l'on ne peut en principe pas promouvoir un certain niveau de revenu national pour assurer le plein emploi et maintenir simultanément l'équilibre du budget.
Il n'est en effet pas possible d'atteindre n'importe quelle progression désirable du revenu national par une augmentation des dépenses sans subir une dégradation du déficit. Réciproquement, un gouvernement ne peut obtenir une réduction du déficit, en diminuant ses dépenses ou en accroissant son taux d'imposition, sans accepter une diminution du revenu au moyen de mesures discrétionnaires et l'équilibre budgétaire.

---

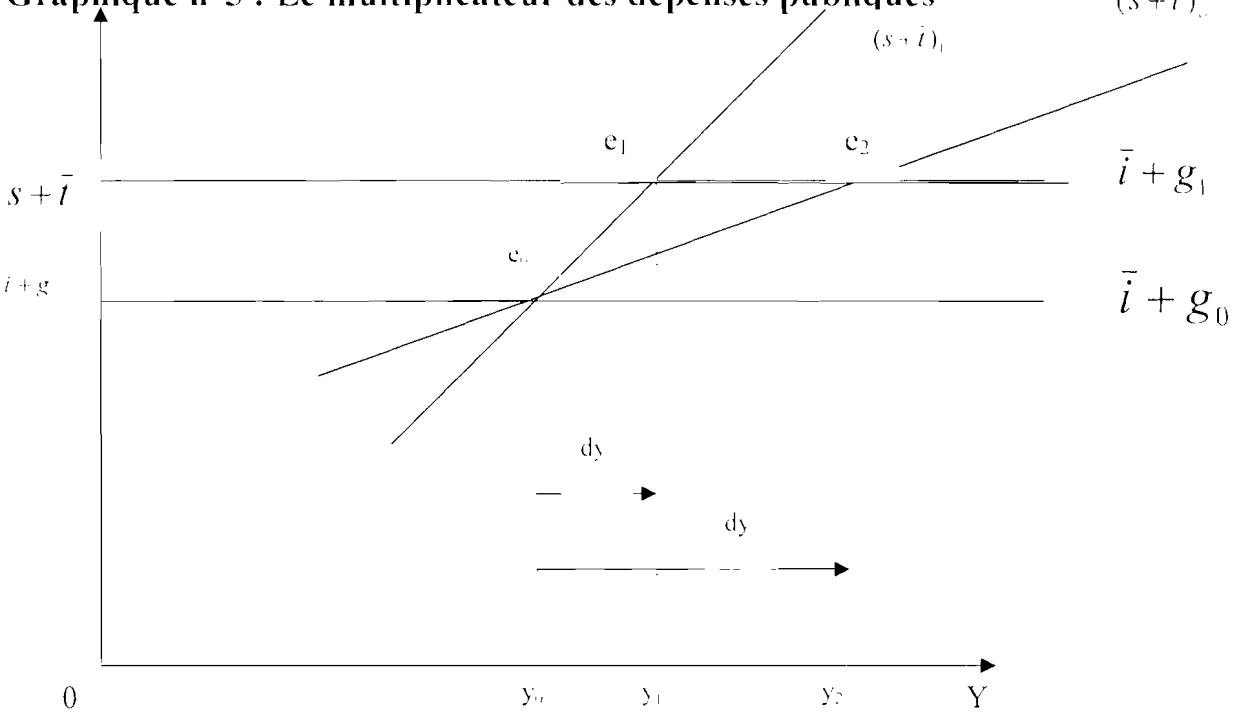
[30] Luc WEBER, *L'Etat, Acteur économique – Analyse économique du rôle de l'Etat*, 3ème édition, Economica, pp.141-142.

II.3. Incidences d'une variation de la dépense sur l'impôt

Partons de l'hypothèse que le revenu d'équilibre y_0 soit inférieur à la production qui assurerait le plein-emploi des facteurs de production. Pour réduire le chômage et la sous-utilisation des capacités de production, l'Etat peut stimuler la demande globale en augmentant ses dépenses ou en diminuant ses impôts. Ces mesures fiscales ou dépensières caractéristiques de la politique budgétaire permettent effectivement de modifier le niveau du revenu national.

Pour le montrer, analysons l'influence d'une augmentation des dépenses publiques sur la détermination du revenu en nous appuyant sur ce graphique[31].

Graphique n°5 : Le multiplicateur des dépenses publiques



Le supplément des dépenses budgétaires d'un montant égal à $dg = g_1-g_0$ induit un accroissement de la somme de l'investissement et de la dépense publique qui passe de $\bar{i}+g_0$ à $\bar{i}+g_1$. Graphiquement ceci se traduit par une nouvelle droite $\bar{i}+g_1$ supérieure à la précédente de dg. Son intersection avec la droite $(s+\bar{t})_0$ exprimant la part du revenu national, qui est affecté à l'épargne et à l'impôt, détermine un nouveau point d'équilibre e_2 correspondant à un revenu national de y_2. L'illustration de ce graphique montre que l'accroissement du revenu national, soit dy est supérieur à l'augmentation initiale de la dépense publique, dg.

[31] Luc WEBER, op.cit., pp.132-133

Ainsi les dépenses publiques exercent sur le revenu national un effet multiplicateur k identique à celui que joue les investissements privés. La dépense initiale induit une augmentation du revenu national qu'engendre elle-même une cascade de dépenses de consommation supplémentaires ; soit

dy = k.dg ou k = dy/dg.

Ce graphique permet de montrer que l'impact d'une variation de la dépense publique dg sur le revenu national dépend de la pente de la fonction $s+t$; il est :

→ fort si la pente est faible, soit $(s+t)_2$,

→ faible si elle est forte,, soit $(s+t)_1$

Or, la pente de la fonction $s+t$ dépend avec un impôt forfaitaire, exclusivement de la propension marginale à consommer c'. En effet, la dérivée de la fonction $s+t$ par rapport au revenu national est égale à la propension marginale à épargner soit :

$$\frac{d[s(y-\bar{t})+\bar{t}]}{dy} = S'$$

Il apparaît donc que l'ampleur de la variation du revenu national engendrée par l'augmentation des dépenses publiques dépend directement de la propension marginale à épargner.
Elle est d'autant plus grande que la propension marginale à épargner S'est faible ou sa réciproque la propension marginale à consommer c est forte et inversement.

Toute action publique a un coût et tout engagement des dépenses publiques doit être financé. Le principe de base est que les actions publiques sont justifiées si les dépenses globales ou sectorielles ont un effet positif sur la croissance et le développement et si cet effet est supérieur à l'effet négatif résultant du besoin de financement de ces dépenses[32].

Selon Michaël A. NELSON et Ram D. SINGH (1994), les dépenses publiques agissent positivement sur la croissance par leurs effets d'entraînement pour le reste de l'économie.

En effet, elles stimulent la demande privée et encouragent la productivité des activités étatiques. Les partisans d'une politique active des dépenses publiques font valoir que ces dernières permettent de soutenir la demande. Elles ont un effet contra cyclique en période de stagnation ou de régression de la

[32] Jean-Pierre FORRY, Analyse économique des décisions publiques, HACHETTES, collection 75-Edition 01; p.31.

demande privée, interne ou externe. La consommation collective a une fonction de substitution et de régulation[33].

II.4. Indicateurs de la charge des finances publiques

L'un des principaux indicateurs de l'état des finances publiques est le niveau de la dette publique par rapport au PIB appelé «ratio d'endettement». Une politique budgétaire viable suppose que le niveau courant et futur de l'endettement ne soit pas trop élevé. Que les conséquences des nouveaux emprunts sur l'endettement du secteur public et sur la charge de la dette par les générations contemporaines et futures de contribuables soient examinées avec soin.

Ces emprunts ne détournent pas l'épargne d'emplois qui pourraient être plus productifs dans le secteur privé (en exerçant des pressions à la hausse sur le taux d'intérêt).

Bien que le choix d'un niveau optimal d'endettement public soit difficile, une dette importante limitera les possibilités dont dispose un gouvernement. Celui-ci, pour mettre en œuvre des programmes appropriés en matière de dépenses et de fiscalité, est obligé à consacrer une part croissante des dépenses au service de la dette publique. Ce problème est particulièrement difficile dans un contexte des taux d'intérêts élevés et des déficits publics importants tendant à exercer une pression à la hausse sur les taux d'intérêt[34].

Cependant, dans plusieurs pays moins avancés et le Burundi en particulier, l'un des principaux facteurs d'endettement du secteur public est le besoin de financement des administrations publiques. A court terme, on a donc tendance à mettre l'accent sur les variations des soldes budgétaires. Ceux-ci doivent cependant être envisagés en tenant compte de leur incidence à terme sur les ratios d'endettement, qui dépendent aussi pour une bonne part des taux d'intérêts réels et du taux de croissance.

Les indicateurs d'emprunt public communément utilisés peuvent varier selon les pays notamment pour ce qui est de leur champ d'application. Selon les cas, la totalité ou une partie seulement des administrations publiques (qui comprennent dans l'ensemble, les administrations centrales, les administrations locales et le système de sécurité sociale) est inclue.

---

[33] Michel BOUVIER : Finances Publiques, 7e Edition, 2004 (LGDJ) JOUVE, p45

[34] Revue économique : Problèmes Economiques Hebdomadaires n°2.327 26mai 1993

Denis KESSLER souligne que : « parmi les explications du recours des PVD à la dette extérieure, on avance souvent l'argument selon lequel leur taux d'épargne intérieure est trop faible pour leur permettre d'atteindre le taux de croissance désiré »[35].

L'endettement du secteur public constitue donc un important indicateur de la situation des finances publiques comme nous l'avons souligné ci-dessus. En effet, les mesures prises pour réduire les déficits publics ne s'exercent que lentement. Leurs effets sur la dette publique et par conséquent les politiques de réduction des ratios d'endettement doivent être appréciés sur moyenne et longue période.

Ainsi, les pays qui ont réduit leurs emprunts pendant les années 80 ont eu néanmoins beaucoup de mal à faire baisser le niveau de leur endettement. Il est donc nécessaire de veiller à ce que le rythme de progression de la dette ne devienne pas trop rapide et de prendre sans tarder des mesures pour éviter que la situation devienne intenable.

II.4.1. Evolution du service de la dette publique

Le service de la dette comprend des intérêts payés et le remboursement du principal de la dette publique. Pour les pays moins avancés, le service de la dette publique constitue une charge importante pour les finances publiques. Il a pour impact le gonflement du budget de l'Etat.

Ainsi, les paiements des intérêts et du principal de la dette publique a une influence négative sur les revenus des consommateurs du fait que l'Etat doit procéder à des prélèvements fiscaux pour faire face à ce type de dépense.
Cependant, on remarque qu'au Burundi ce type de dépense est aussi important c'est ce que nous allons analyser à partir de ce tableau suivant.

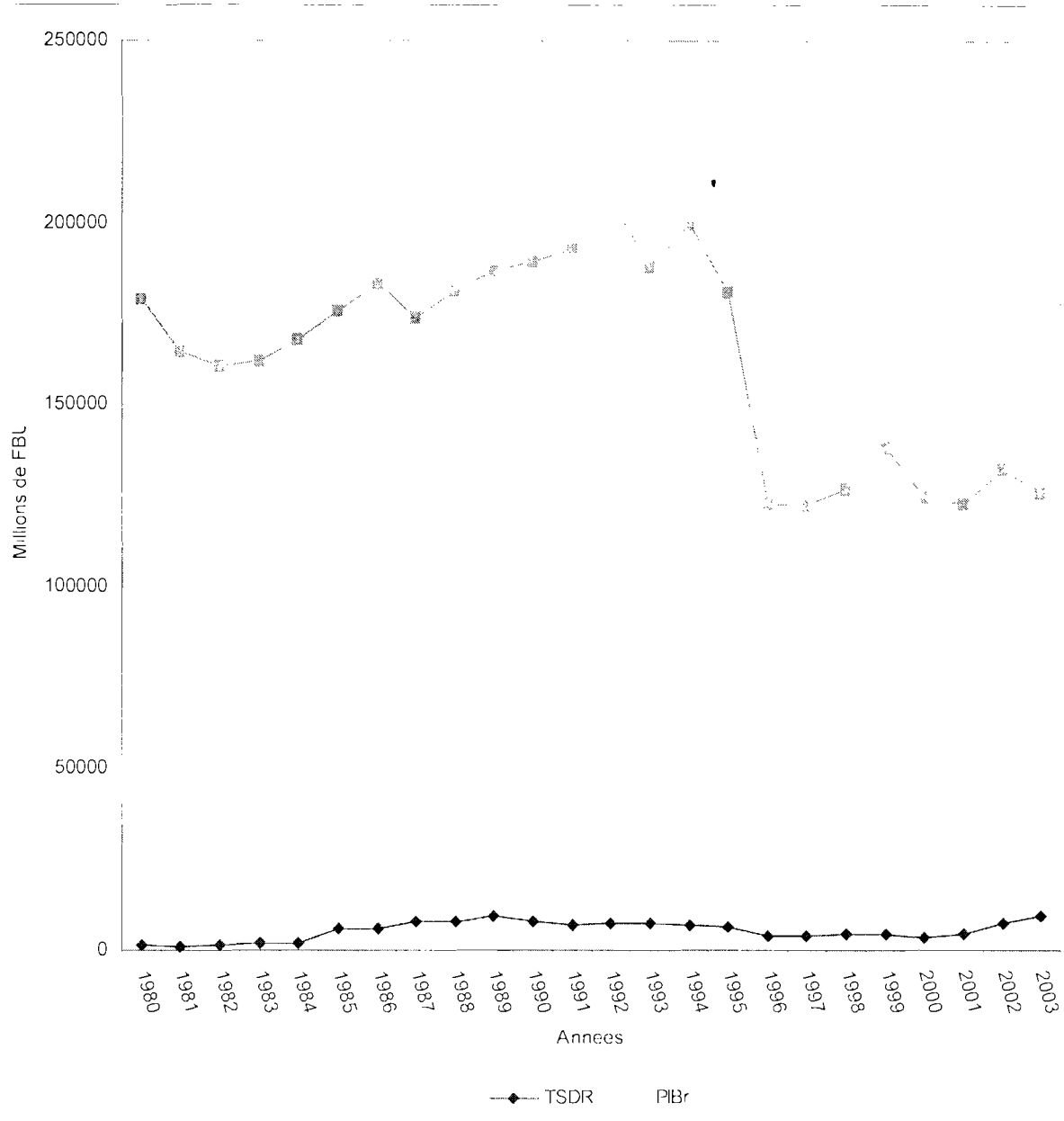
[35] KESSLER D et VLIMO, P.A : Epargne et développement. Paris, Editions Economica, 1995, p.36.

Tableau n°7 : Evolution du service de la dette publique et du PIB de 1980 à 2003 (en Millions de FBU ; en terme réel).

Année	PDR	RDR	TSDR	PIBr	TSDR/PIBr %
1980	464,59	899,79	1364,39	179077,00	0,76
1981	553,60	686,88	1240,48	164668,40	0,75
1982	815,88	699,30	1515,18	160402,40	0,94
1983	1146,61	934,03	2080,64	161894,50	1,28
1984	841,46	1260,93	2102,39	168151,20	1,25
1985	3059,32	2665,31	5724,62	175979,20	3,25
1986	2973,66	2920,19	5893,85	183424,20	3,21
1987	3347,81	4673,66	8021,47	174166,00	4,61
1988	3760,45	4099,64	7860,09	181558,20	4,33
1989	4050,05	5238,50	9288,55	186633,10	4,97
1990	3446,90	4445,00	7891,90	189141,60	4,17
1991	3228,80	3911,33	7140,73	192615,30	3,71
1992	3635,38	3991,22	7626,60	206646,50	3,69
1993	3167,89	4526,02	7693,91	187962,30	4,09
1994	2479,65	4498,95	6978,60	199684,90	3,49
1995	2162,12	4264,17	6426,30	181153,50	3,55
1996	2144,86	1628,99	3773,77	122763,10	3,07
1997	2145,09	1733,53	3878,63	122037,80	3,18
1998	2216,67	2177,59	4394,26	126726,00	3,46
1999	2901,03	1495,38	4396,41	138390,50	3,17
2000	2778,27	796,97	3575,24	124613,30	2,86
2001	2814,37	1477,92	4292,29	122955,50	3,49
2002	4045,57	3589,97	7635,56	132293,50	5,77
2003	4415,82	5126,26	9542,10	125914,10	7,57
Moyenne					3,36

Source = Banque Mondiale, statistiques financières
B R B : Rapports annuels 1990-2004
TSDR = Total service de la dette en terme réel.
PDR = Paiements des intérêts en terme réel
RDR = Remboursements de la dette en terme réel
PIBr = Produit intérieur brut en terme réel

Graphique n°6: Evolution du service de la dette publique et du PIBr (en Millions de FBU)



Source : Etabli à partir du tableau n°7

Nous remarquons sur le graphique que le remboursement des intérêts a suivi une allure croissante de 1980 à 2003. Mais de 1988 à 1995, le remboursement des intérêts a beaucoup chuté. A partir de 1996, on observe une légère amélioration.

Concernant le remboursement de la dette, jusqu'en 1989, le pays était encore dans la mesure d'honorer ses engagements dus à la dette. Mais à partir de cette même année, le pays n'est plus à mesure de rembourser toute la dette

contractée. C'est à partir de 1996 que la situation est devenue plus inquiétante. Les pouvoirs publics ne sont plus à mesure de rembourser la dette toujours croissante.

D'une manière générale, nous constatons que le Burundi se trouve dans l'incapacité de faire face au service de la dette.
La seule condition qui permettrait aux pouvoirs publics d'assurer convenablement le remboursement des intérêts et de la dette est que la gestion de la dette devrait être saine. Et le produit de cette dernière devait être utilisé de manière efficiente et productive. Autrement dit, c'est le produit de la dette qui devait être utilisé pour rembourser celle-ci.

Mais la manière dont des pays moins avancés (inclus le Burundi) assurent le remboursement de leur dette ou simplement le paiement des intérêts est différente de cet idéal[36].

Le pays connaît une contrainte budgétaire. Les recettes d'exportation tirées des principales cultures d'exportation ont chuté, de même que la production globale. Dans le contexte de prix défavorable sur le marché international, de croissance des coûts de production liée à l'inflation, il y a également la réduction des aides publiques. Tous ces problèmes font que le pays soit contraint d'améliorer la balance commerciale et dans certains cas, de dégager des excédents substantiels permettant ainsi d'honorer les obligations au titre du service de la dette publique.

II.4.2. Déficit budgétaire

Tel que qualifié par les classiques, l'équilibre budgétaire stipule que les recettes (impôts) doivent être exactement égales aux dépenses ; un signe d'un bon budget. En effet qu'en est-il au Burundi ?
Il convient d'analyser le solde sur le budget de fonctionnement et sur le budget d'investissement. De ce fait, nous constatons qu'il y a un déséquilibre structurel sur toute la période d'étude.

[36] HELMUT REISEN et AXEL VAN TROTSENBURG : Dette des pays en développement : le problème budgétaire et question de transfert : OCDL, 1988, p100

Tableau n°8 : Evolution du déficit budgétaire global de 1980 à 2003 (en Millions de FBU).

Année	Solde budgétaire	Solde budgétaire au % du PIBpm
1980	-1276,6	-1,47
1981	-2846,4	-3,19
1982	-1965,8	-2,13
1983	-4135,7	-4,12
1984	-3479,5	-2,92
1985	-4521,1	-3,47
1986	-3650,7	-2,66
1987	-5017,8	-3,59
1988	-8262,7	-5,43
1989	-7581,5	-4,34
1990	-9157,3	-4,84
1991	-5828,2	-2,77
1992	-12648,7	-5,41
1993	-11566,3	-4,93
1994	-16103,9	-5,62
1995	-8597,1	-2,77
1996	-27099,6	-10,21
1997	-19251,6	-5,56
1998	-16545,4	-4,09
1999	-25862	-5,67
2000	-32989,4	-6,45
2001	-21075,9	-3,83
2002	-50271,6	-8,59
2003	-65035,6	-10,08

Source : MPDR : Economie burundaise : 1990-2000
B.R.B. : Rapports annuels 1990-2004.
Nos calculs pour les pourcentages.

En analysant ce tableau, nous voyons que le déficit budgétaire a suivi une évolution négative depuis 1980 jusqu'en 2003.
En effet, avec un solde de -1276.6 en 1980, on enregistre un déficit de -65035.6 millions de Fbu en 2003 soit une décélération de 499,678%. Nous constatons qu'avec la crise qu'a connue notre pays depuis 1993, le solde s'est amplifié. Si on analyse ce tableau et qu'on compare le ratio du déficit au PIB ; on constate un creux profond en 1996 et en 2003 avec environ 10% du PIB. Cette situation peut s'expliquer par le fait que les dépenses de l'Etat burundais ne parviennent

pas à être contenu par les recettes nécessaires car ces dernières ne suivent pas un même rythme que les dépenses publiques.

Ainsi, il est nécessaire d'appliquer une politique économique conjoncturelle et rechercher l'équilibre économique. L'Etat doit varier ses recettes et ses dépenses de sorte que les principaux objectifs économiques tels que la stabilité des prix, le plein-emploi, la croissance du produit national et la croissance économique soient atteints. Cependant un déficit n'est pas toujours mauvais, comme l'équilibre budgétaire n'est pas toujours bon, car on peut réaliser l'équilibre budgétaire au détriment des objectifs fondamentaux.

Face à cette situation quelque peu labyrinthique, il est indispensable de recourir à une analyse empirique qui nous permet de confronter les développements théoriques à des résultats obtenus à partir des données recueillies par observation de la réalité. C'est l'unique méthode qui peut nous permettre de sortir de cette situation d'impasse.

Section III: Analyse empirique de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique.

Jusque dans les années 80, le schéma du développement mené sous l'impulsion de l'Etat qui impliquait une planification centralisée et un contrôle étatique de l'économie a été largement suivi. Malgré cela, la part des dépenses publiques dans le PIB des pays en développement est inférieure de plus de la moitié à ce qu'elle est dans les pays développés. Cela veut-il dire qu'un pourcentage croissant de dépenses publiques dans le PIB est à considérer comme un signe de développement ?

En effet, selon le courant néo-keynésien, à court terme et en situation de chômage ou de faible croissance, les dépenses publiques quelle qu'en soit leur destination contribuent à relancer ou à entretenir l'activité économique par leur effet sur le revenu des ménages ou les recettes des entreprises.
Selon le courant néo-classiques, les dépenses publiques de développement des infrastructures contribuent à favoriser le développement et l'efficacité des investissements privés.

Cependant, l'existence d'un lien négatif que positif entre la taille du secteur public peut être justifié. Une part élevée où les ressources consacrées au secteur public sont de nature à réduire leur efficience dans la mesure où celles-ci sont déplacées vers des secteurs moins productifs et moins exposés aux forces du marché. La hausse des prélèvements obligatoires nécessaires au financement

des dépenses publiques réduit les incitations à travailler ou à investir. Des prélèvements élevés peuvent aussi favoriser le développement d'une économie souterraine. En sens inverse, certaines dépenses publiques peuvent avoir des effets bénéfiques sur la croissance si elles sont affectées dans des secteurs directement productifs. L'Etat, par ses interventions, peut aussi corriger les éventuelles défaillances ou externalités négatives des marchés.

Pour contourner toutes ces controverses des dépenses publiques en rapport avec leur contribution dans la croissance économique, nous nous sommes servis de l'outil économétrique tel que nous l'avons souligné ci-dessus, pour quantifier l'effet et prendre une décision relativement bonne.

III.1. Les données utilisées pour la deuxième régression

Comme il en est de même pour la première régression, les données utilisées dans cette deuxième régression concernent le Burundi et couvrent la période 1980-2003. En effet ces données sont constituées par le produit intérieur brut d'une part et les autres variables d'autre part qui sont :

LPIB : Logarithme du produit intérieur brut
LDEP : Logarithme des dépenses publiques
LDET : Logarithme de la dette publique totale
LINV : Logarithme de l'investissement brut

Comme nous l'avons souligné ci-dessus dans ces tests de causalité, on commence par les tests de stationnarité des séries pour éviter des fausses régressions.

III.2. Résultats empiriques obtenus

III.2.1. Résultats de la stationnarité des séries

Tableau n°9: Résultats de test de stationnarité des séries
a. Variable en niveau.

	ADF-test	V-C à 5%	PP- test	V.C. à 5%	Stationnaire Oui ou non
LPIB	C = 0,24	Vc= -3,00	C= 0,67	Vc= 2.99	Non
	Ct =-3,41	Vc=-3,63	Ct=-3,64	Vc=-3,62	
LDEP	C = 0,88	Vc= -3,00	C= 1,23	Vc= -2.99	Non
	Ct =-1,72	Vc=-3,63	Ct=-2,45	Vc=-3,62	
LDET	C = -1,53	Vc= -3,00	C= -1,69	Vc= -2.99	Non
	Ct =-2,91	Vc=-3,63	Ct=-2,37	Vc=-3,62	
LINV	C = -0,80	Vc= -3,00	C= -0,66	Vc= -2.99	Non
	Ct= -1,73	Vc= -3,63	Ct= -1,79	Vc= -3,62	

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des résultats obtenus des tests de stationnarité.
Vc = Valeur critique
C = Avec constante
Ct = Avec constante et tendance.

L'analyse de ce tableau nous permet de constater que toutes les series ne sont pas stationnaires en niveau. Cela signifie que les valeurs d'ADF&PP sont supérieures aux valeurs critiques au seuil de signification de 5%.
Ces séries non stationnaires en niveau sont transformées en differences premières.

b. Variables en différences premières.

	ADF-test	V-C à 5%	PP- test	V.C. à 5%	Stationnaire Oui ou non
LPIB	C= 5,54 Ct=-5,45	Vc= -3,01 Vc=-3,64	C= -6,36 Ct=-6,26	Vc= -3,00 Vc=-3,63	Oui
LDEP	C= -3,02 Ct=-3,29	Vc= -3,01 Vc=-3,64	C= -3,63 Ct=-3,69	Vc= 3,00 Vc=-3,63	Oui
LDET	C= -3,19 Ct=-3,53	Vc= -3,01 Vc=-3,64	C= -4,12 Ct=-4,34	Vc= -3,00 Vc=-3,63	Oui
LINV	C= -3,43 Ct= -3,36	Vc= -3,01 Vc= -3,64	C= -4,86 Ct= -4,75	Vc= -3,00 Vc= -3,63	Oui

Source : Etabli par nous-mêmes à partir des résultats issus des tests de stationnarité.

Vc = Valeur critique
C = Avec constante
Ct = Avec constante et tendance.

Les variables PIB, DEP, DET et INV transformées en différences premières, sont stationnaires. Cela signifie que les valeurs d'ADF&PP de ces séries transformées sont toutes inférieures aux valeurs critiques au seuil de signification de 5%. Elles sont donc intégrées d'ordre 1.
En effet, ces différentes valeurs d'ADF&PP et les valeurs critiques sont obtenues également à l'aide du logiciel EVIEWS.

III.2.2. Les résultats de la causalité

Tableau n°10 : Résultats des tests de causalité entre le PIB et les variables de la deuxième régression.

Sens de causalité	Hypothèse nulle	Décalage	Observations	F-stat.	Probabilité	Décision statistique
LPIB → LDEP	PIB ne cause pas DEP	1	23	1.7815	0.19677	Ho acceptée. PIB ne cause pas DEP
LDEP→ LPIB	DEP ne cause pas PIB	1	23	4.0535	0.0577	Ho acceptée. DEP ne cause pas PIB
LPIB → LDET	PIB ne cause pas DET	1	23	1.7397	0.2020	Ho acceptée. PIB ne cause pas DET
LDET → LPIB	DET ne cause pas PIB	1	23	5.2588	0.03281	Ho rejetée. DET cause PIB
LPIB → LINV	PIB ne cause pas INV	1	23	3.5468	0.0742	Ho acceptée. PIB ne cause pas INV
LINV→ LPIB	INV ne cause pas PIB	1	23	0.1184	0.7342	Ho acceptée. INV ne cause pas PIB

Source : Etabli par l'auteur à partir des résultats de la régression.

Les résultats de la causalité au sens de GRANGER nous permettent la détection des liens de causalité entre le produit intérieur brut et les autres variables macroéconomiques utilisées dans les régressions.

Au regard de ce tableau, nous constatons qu'il existe des liens de causalité dans un seul sens. En effet nous voyons qu'il y a un lien de causalité entre le produit intérieur brut et la dette publique au seuil de signification de 5%. Nous pouvons dire que l'évolution du PIB a subi une influence de l'évolution de la dette publique. En d'autres termes la dette publique influence la croissance économique.

Cependant nous remarquons également sur ce tableau que la causalité n'est pas vérifiée entre les dépenses publiques et le PIB au seuil de signification de 5%. Mais cette causalité est proche car elle existe au seuil de signification de 5.8%. A ce seuil, nous pouvons dire que les dépenses publiques influencent partiellement la croissance économique ; ce qui nous a permis de confirmer partiellement notre deuxième hypothèse.

Enfin, au seuil de signification de 5% il n'y a pas un lien de causalité au sens de GRANGER entre le produit intérieur brut et l'investissement. Ainsi

donc, en l'absence d'un lien causal signifie que la connaissance d'une certaine variable ne permet pas de prévoir le niveau de l'autre variable. On peut justifier cela en disant qu'au Burundi, les dépenses liées à l'investissement sont très faibles ; peut-être parce que la situation socio-économique n'est pas favorable à l'investissement. Aussi le pays vient de traverser une longue crise socio-politique qui a découragé les investisseurs tant nationaux qu'étrangers. La conséquence qui en découle est la réduction de la production nationale d'où la chute de la croissance économique.

Conclusion du chapitre

Au terme de ce chapitre, nous prétendons très modestement avoir contribuer à éclaircir la question des effets des dépenses publiques sur la croissance économique au Burundi.

En effet, en ce qui concerne la contribution des dépenses publiques dans la croissance économique ; nous voyons que cette part est très faible. Cela est dû au fait que la grande partie de ces dépenses est allouée aux services ou secteurs non directement productifs. Au lieu d'augmenter ses dépenses à des fins d'investissements productifs, l'Etat se contente plutôt à augmenter ses dépenses de fonctionnement.

Néanmoins, le pays dispose très peu de ressources intérieures pour développer son économie et cherche les autres moyens de le financer. A cet effet, il recourt à l'emprunt extérieur pour relancer sa politique économique. Ce moyen de financement lui coûte plus cher et en conséquence il y a aggravation du déficit budgétaire et celui-ci n'a guère amélioré au cours de la période étudiée. Ainsi ce creusement du déficit est le résultat d'un accroissement plus proportionnel des dépenses que des recettes. Il est devenu chronique puisque les recettes publiques permanentes ne parviennent plus à couvrir les dépenses publiques de plus en plus importantes voire même incompressibles d'où la raison d'endettement que nous avons soulignée ci-dessus.

Enfin, nous voyons que quoiqu'il y ait une mauvaise répartition des dépenses publiques pour assurer la croissance économique ; il y a une relation partielle entre les dépenses publiques et la croissance économique. Cela nous a permis de confirmer notre deuxième hypothèse. De ce fait nous concluons que les dépenses publiques influencent d'une manière la croissance économique.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail, qu'il nous soit permis de dégager une conclusion générale afin d'éclairer nos idées directrices de notre recherche.
Mais tout d'abord, il nous semble opportun de rappeler le sujet de notre travail de recherche qui est libellé comme suit :

« ANALYSE DES INCIDENCES DES DEPENSES PUBLIQUES SUR L'INVESTISSEMENT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : le cas du BURUNDI : 1980-2003 ».

En effet, le choix de ce sujet a été motivé par les controverses théoriques au sujet du rôle sinon la contribution des dépenses publiques dans l'activité économique. C'est-à-dire en d'autres termes, les effets de l'interventionnisme étatique sur la croissance économique.

Ainsi, pour illustrer ces incidences ; nous avons utilisé les agrégats macroéconomiques comme le produit intérieur brut(PIB) et l'investissement(I) que nous avons jugé très pertinents dans la vie économique d'un pays.

Cependant, notre travail est subdivisé en trois chapitres :
Le premier chapitre est consacré aux notions théoriques des effets des dépenses publiques sur l'investissement et la croissance économique. En faisant cette analyse, nous avons confronté deux courants de pensée qui nous semblent opposer à savoir : le courant keynésien et le courant classique /néoclassique. Alors que le courant keynésien justifie l'intervention de l'Etat par l'accroissement des dépenses publiques pour stimuler la demande et relancer la production, le courant classique/néoclassique stipule que l'accroissement des dépenses est une promesse des difficultés économiques dans le futur avec une baisse du bien-être.

Pour ne pas rester dans le dilemme d'idées contradictoires, nous avons pris position du courant keynésien pour affirmer que le rôle de l'Etat dans la vie économique et surtout dans les pays moins avancés est incontournable.
Néanmoins cette intervention connaît des limites puisque des imperfections n'ont cessé de se manifester. C'est pourquoi, dans les années 80, les pays moins avancés en particulier ont connu d'énormes difficultés financières. A cet effet, les institutions de Bretton Woods, ont initié des programmes d'ajustement structurels pour restructurer leurs économies et surtout réduire le degré d'intervention de l'Etat et laisser la place au secteur privé. Mais nous avons constaté que le rôle de l'Etat dans l'économie reste indispensable puisqu'il y a des domaines où le secteur privé reste inopérant surtout dans les PVD.

Le deuxième chapitre avait pour objectif d'analyser de façon spécifique le rôle de l'Etat dans le développement via sa politique d'investissement. En effet, l'Etat défini comme institution dont la finalité est la poursuite de l'intérêt de la collectivité, a diverses fonctions (allocations optimales des ressources, stabilisation de l'économie et redistribution des revenus) dont la réalisation met en évidence ses interventions dans la vie économique.

Ainsi dans l'économie burundaise, comme d'ailleurs dans beaucoup de pays moins avancés, voire même dans les pays avancés la présence du secteur public est une réalité indéniable. L'Etat a des missions auxquelles il ne peut pas se dérober sans porter préjudice du bien-être des populations.

Cependant, chaque année, l'Etat élabore son budget pour réaliser ses missions. Néanmoins, nous avons remarqué qu'il y a une mauvaise affectation de ses ressources justifiée par un budget toujours déficitaire. Nous avons constaté que la grande partie de son budget est affectée dans des domaines non productifs notamment en privilégiant les dépenses de fonctionnement au détriment des dépenses d'investissement. Pour quantifier cet effet, nous avons analysé empiriquement la relation de causalité qui existe entre les dépenses publiques et l'investissement au Burundi pour la période allant de 1980 à 2003. Les résultats du test de GRANGER nous ont montré l'inexistence de relation de causalité entre les dépenses publiques et l'investissement. Ceci peut être justifié par le fait que le pays a traversé et traverse encore une crise économique qui le met toujours dans des situations d'incertitude. Dans ce moment l'Etat s'accordait beaucoup plus d'importance aux dépenses de fonctionnement aux dépens des dépenses vers des secteurs stimulant la production. Ce qui infirme notre première hypothèse.

Le troisième chapitre est consacré à analyser les effets des dépenses publiques sur la croissance économique. Nous avons constaté que les dépenses publiques ont une grande importance à jouer jusqu'aujourd'hui dans le domaine économique. En effet, le système économique est de plus en plus lié à l'Etat et celui-ci ne peut plus se désintéresser de la vie économique dans la mesure où certains biens et services économiques comme l'éclairage public, le maintien de l'ordre public, la protection de l'environnement, ne peuvent être fournis que par lui. Ainsi, comme le soulignent les analystes modernes, l'Etat est un agent économique au même titre que les autres. Par ses dépenses, l'Etat accomplit les mêmes activités que les agents économiques privés en créant un emploi, en achetant des biens et services des autres branches de l'économie contribuant à la croissance économique. Néanmoins, nous avons remarqué que les dépenses si elles sont mal allouées peuvent causer la décroissance économique. Ceci peut être expliqué par un déficit budgétaire chronique au cours de notre période d'étude et un service de la dette qui pèse lourd sur les finances publiques.

Pour faire face à cet accroissement de l'endettement extérieur, l'Etat doit diminuer ses dépenses publiques surtout les plus compressibles afin de les ramener à des niveaux supportables. A cause de cette ambiguïté du rôle des dépenses publiques dans la croissance économique, nous avons analysé empiriquement la relation qui existe entre les dépenses publiques et le produit intérieur brut (PIB). D'après les résultats des tests de GRANGER, nous avons remarqué qu'il existe une relation partielle entre les dépenses publiques et le PIB c'est-à-dire que les dépenses publiques influencent partiellement la croissance économique.
Ce qui nous a permis de confirmer partiellement notre deuxième hypothèse.

Enfin, étant donné l'incidence de la gestion publique sur la productivité totale des facteurs pour stimuler la croissance, des réformes institutionnelles qui favorisent une bonne gestion publique sont essentielles pour réaliser une croissance soutenue. Des politiques budgétaires et macroéconomiques saines peuvent contribuer à améliorer la gestion publique.
Cependant il convient de bien échelonner les réformes des dépenses pour assurer qu'elles appuient à une accélération de la croissance.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. OUVRAGES GENERAUX

1. Banque Mondiale : « Manuel de gestion des dépenses publiques » Washington, BIRD, 2000.

2. BARRERE Alain : « Economie et Institutions financières » Précis Dolloz, Paris, 1965

3. BELL M et SHEEHY R : « Favoriser l'ajustement structurel dans les pays à faible revenu » ; in Finances et développement, Décembre 1987

4. BELLON, B., et al « L'Etat et le marché » Economica, Paris, 1994.

5. BERNAR, Y et COLLIN J .C « Dictionnaire économique et financier » Seuil, Paris, 1996.
6. Bernard LANDAIS : « Les leçons de politique budgétaire »: Département de Boeck université, Paris, Bruxelles, 1988.

7. Michel BOIVIER «Finances Publiques » 7ème édition, 75001 Paris, 2004.

8. BOURBONNAIS R, « Econométrie : exercices corrigés », DUNOD, Paris, 2000.
9. BOURBONNAIS R, « Manuel et exercices corrigés »Paris, DUNOD, 1998.
10. CHRISTOPHER Conte : « Esquisse de l'économie américaine », Département d'Etat : Etats-Unis d'Amérique, November, 1992

11. DARREAU Philippe : « Croissance et politique économique » De Boeck ; Université, Bruxelles, 1ère édition, 2003.

12. DELORME Robert ; L'Etat et l'économie : Paris, Seuil, 1983.

13. DE LEUSSE Jean Frédéric & TOULOUSE Jean Baptiste : « Finances publiques et politiques publiques » Economica ; Paris, 1987.
14. FOIRRY J P : «Economie Publique : Analyse économique des décisions publiques » Paris, Hachette, 1997.
15. Gérard GRELLET : «Les Politiques économiques des pays du Sud », IEDES, collection Tiers-Monde, Paris, 1944.

16. GRJEBINE André ; « La Politique économique » Edition du Seuil, Février 1991

17. GUY Terny ; « Economie des services collectifs et de la dépense publique » DUNOD, Paris, 1971

18. LALUMIERE, P. ; « Les Finances publiques », 7ème édition ; Armand Colin ; Paris, 1983

19. LARBRE, F : « Croissance et Fluctuations » Economica, Paris, 1993

20. MALCOLIM Gill, « Economie du développement » Paris, 1998.

21. MARCHAND, C : « Economie des interventions de l'Etat » PUF, Paris, 1989

22. RAFFINOT, M & JACQUEMOT, P : « La Nouvelle politique économique en Afrique » Vances, EDICEF, 1993

23. STIGLIZ Joseph ; « Principes d'Economie Moderne »; De Boeck university 2ème Edition 2004

24. WEBER Luc : «Analyse économique des dépenses publiques ; Fondements et principes de la rationalisation des choix budgétaires », PUF, Paris, 1978

25. WEBER Luc : « L'Etat, Acteur économique : Analyse économique du rôle de l'Etat »3ème édition, Economica, Paris, 1997

26. WOLFER SPERGER, A : L'Etat ; « les causes de la croissance et les possibilités de sa croissance » ; in Etat et Régulation PV de Lyon, 1980

II. MEMOIRES

1. HAVYARIMANA, A « L'Impact des Programmes d'Ajustement Structurel sur le développement économique et social de l'Afrique du sud du Sahara et du Burundi en particulier » Bujumbura, UB, FSEA, 1989.

2. MANIRAMPA Hilaire, « Les flux de la dette publique extérieure et ses implications sur l'économie » Bujumbura, UB, FSEA, 2005.

3. NAHIMANA A.M. ; « Les effets des dépenses publiques sur la fonction de consommation privée au Burundi » Bujumbura, UB, FSEA, 2004.

4. NIFASHA, B. ; « Les effets des dépenses publiques sur la croissance économique » Bujumbura, UB, FSEA, 1999.

5. NSHIMIRIMANA, O. ; « Impact de la libéralisation du secteur financier burundais sur le financement des dépenses publiques » Bujumbura, UB, FSEA, 2003.

6. SIMBAVIMBERE, D. ; « La restructuration des dépenses publiques dans la perspective d'une croissance endogène de l'économie burundaise » Bujumbura, UB, FSEA, 2004.

III. AUTRES PUBLICATIONS

A. Revues et Journaux

1. NOULA A.G : « Ajustement Structurel et développement en Afrique : expérience des années 1980 » in africa development vol 44, n°1, 1985.
2. RAJHI T ET VILLIEU P : « Accélération monétaire et croissance endogène » in Revue économique, vol 44, n°2, Mars 1993.
3. ARTUSP & KAABI, M : « Les dépenses publiques, progrès techniques et croissance » in Revue économique vol 44, n°2, Mars 1993.
4. MILLS P et QUINET, A : « Dépenses publiques et croissance » in Revue française d'économie vol VII n°3 été 1992.
5. ARTUS P ; « Efficacité et limites de l'emploi de la politique budgétaire » in Revue française d'économie 1989.
6. ROBERT J. BARRO, « Out put effets of government purchases » in Journal of politicol économy, December 1981.
7. MUNNELL Alicia, "Infrastructure; investment and economic growth" in Journal of economic perspectives, Nashville 1992.
8. D.A ASCHAVER; "Is public expenditure productive?" in Journal of monetary economic n°25 1989.

B. Rapports

1. BRB : Rapports annuels et bulletins trimestriels (1990-2004)

2. ISTEEBU : Base de données sur les indicateurs du développement humain durable

3. ISTEEBU : Annuaires statistiques

4. MPDR : Economie burundaise

5. PNUD : Echapper au piège de la pauvreté

ANNEXES

I

Les données utilisées dans la 1ère régression.

Année	DP	DC	IG	IV
1980	13 949,1	8 938,9	10 568,5	924,7
1981	15 487,2	9 758,3	10 407,6	1 424,7
1982	15 707,8	10 820,0	12 097,4	1 702,3
1983	16 983,1	10 448,0	16 939,8	2 500,2
1984	19 332,1	11 956,9	17 599,1	3 185,0
1985	23 606,6	15 164,2	16 481,4	3 372,3
1986	24 422,6	16 422,0	15 627,7	3 553,0
1987	23 331,7	19 045,9	22 937,2	6 218,3
1988	30 694	22 657,7	20 125,1	2 542,3
1989	35 718,2	24 952,4	25 938,0	3 341,0
1990	38 618,2	26 311,0	29 734,0	5 259,0
1991	41 900,4	28 487,1	32 117,7	6 189,4
1992	48 646,4	31 273	39 522,8	2 323,4
1993	49 775,2	35 834,1	33 384,3	1 564,7
1994	47 181,7	37 618,9	21 973,0	1 494,5
1995	52 275,7	39 186,9	20 000,0	2 814,0
1996	67 531,7	45 266,7	29 440,5	1 482,6
1997	78 598,1	54 582,8	19 338,4	2 637,1
1998	103 059,3	62 172,0	20 880,0	3 120,0
1999	117 305,8	69 671,4	29 510,0	4 804,0
2000	139 847,5	92 072,9	32 682,2	5 882,0
2001	182 422,8	116 666,6	30 900,0	9 100,0
2002	236 239,3	158 966,8	43 433,0	12 354,0
2003	265 542,3	153 310,5	51 980,0	17 100,0

Source : BRB : Rapports annuels et bulletins mensuels 1990-2004.
MPDR : Economie burundaise 1990-2000.

Les données utilisées dans la 2ème régression.

Année	PIBpm	DEP	DET	INV
1980	86 494,2	13 949,1	19 226,7	11 493,2
1981	89 085,6	15 487,2	23 673,9	11 830,9
1982	91 910,6	15 707,8	29 437,3	13 799,70
1983	100 374,6	16 983,1	47 992,4	19 440,00
1984	119 219,2	19 332,1	59 731,6	20 784,10
1985	130 079,7	26 606,6	69 027,4	19 853,70
1986	137 201,3	24 422,6	87 402,6	19 180,70
1987	139 507,0	23 331,7	107 766,1	29 155,50
1988	151 964,2	30 694	142 211,6	22 667,40
1989	174 501,9	35 718,2	170 003,4	29 279,00
1990	189 141,6	38 618,7	168 906,9	34 992,80
1991	209 950,7	41 900,4	196 488,5	38 307,10
1992	233 717,2	48 646,4	250 823,2	41 846,20
1993	234 764,9	49 775,2	288 790,7	34 949,00
1994	286 547,8	47 181,7	284 057,9	22 309,90
1995	309 413,9	52 275,7	337 982,4	22 207,30
1996	365 413,9	67 531,7	380 436,5	30 923,10
1997	346 099,1	78 598,1	464 227,9	21 976,00
1998	404 382,8	103 059,3	616 411,4	24 000,00
1999	455 443	117 305,8	740 304,8	34 314,00
2000	511 039	139 847,5	920 480,8	38 564,20
2001	549 980	182 422,8	968 563,7	40 073,00
2002	584 605	236 239,3	1 269 333,9	58 787,00
2003	644 680	265 542,3	1 489 326,2	69 131,00

Source : BRB : Rapports annuels et bulletins mensuels 1990-2004.
MPDR : Economie burundaise 1990-2000.